



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 20 DÉCEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 20 DECEMBER 2023**

[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

20.12.2023/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

20.12.2023/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 15 novembre 2023; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 15 novembre 2023, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 15 november 2023; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 15 november 2023. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

20.12.2023/A/0003 **Service population ; Règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs ; modification.**

Le Conseil,

Vu la Constitution, notamment ses articles 32, 170§4 et 173;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 137bis;

Vu le décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;

Vu le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs du 17 juin 2013 et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 modifié par l'arrêté ministériel du 05 juillet 2022;

Vu le courrier électronique envoyé du 07 novembre 2023 par lequel le Service public fédéral intérieur transmettait aux Communes la circulaire eID ;

Considérant que cette circulaire précisait notamment que l'arrêté ministériel cité ci-avant fixe le tarif des rétributions d'application à dater du 1er janvier 2020 à charge des communes pour la délivrance des différentes catégories de cartes et documents d'identité électroniques repris dans l'arrêté;

Qu'au 1er janvier de chaque année, à partir du 1er janvier 2020, les montants de ces

rétributions sont automatiquement revus sur la base des fluctuations de l'indice santé;
Que dès lors qu'à partir du 1er janvier 2024 le montant de l'ensemble des actes administratifs repris en page 2 de la circulaire précitée seront modifié au tarif mieux repris sur ce document;
Qu'il est dès lors nécessaire d'adapter le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide :

De modifier le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs de la manière suivante :

Article 1. A dater du 1^{er} janvier 2024 et pour un terme expirant le 31 décembre 2024, il est établi au profit des habitants et aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est due par la personne physique ou la personne morale qui demande le document.

Article 2. Le montant de cette redevance est fixé comme suit :

A. SECRETARIAT

La gratuité pour la délivrance des attestations de résidence est d'application étant donné que la redevance communale est de 0,00€.

0,00€ pour la délivrance d'attestations de résidence.

10,00€ pour la délivrance d'une reproduction de plans.

2.500€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de Classe C relative à l'exploitation de jeux de bingos, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.

1.250€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de Classe C relative à l'exploitation des jeux de bingo, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe II, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe B, en vue de permettre à un exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe B, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre de la déclaration préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'une déclaration du Bourgmestre doit être rendue et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

1.250€ pour la constitution ou le renouvellement d'une convention, en exécution de l'article 43/4 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité, en vue de permettre à l'exploitant de solliciter l'octroi d'une licence de Classe F2, ainsi que pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi de ladite licence. Cette redevance est due à chaque fois qu'un avis du

Bourgmestre doit être rendu et qu'une nouvelle convention se doit d'être conclue ou renouvelée.

B.1. DEMOGRAPHIE – POPULATION

1) Certificats & attestations

Sont délivrés gratuitement les certificats et les attestations car la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € composition de ménage, certificat de résidence, de nationalité, de vie ou d'état civil ;

0,00 € légalisation de signature ou copie conforme ;

0,00 € document de prise en charge pour un partenaire (annexe 3) ;

0,00 € document de prise en charge touriste (annexe 3bis) ;

0,00 € document de prise en charge étudiant (annexe 32).

2) Recherches

20,00 € recherche généalogique aux archives (par recherche – les demandes se font par mail) ;

7,00 € recherche d'adresse au moyen du Registre National des Personnes physiques.

3) Changements d'adresse

Pour les demandes de changement d'adresse, la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € inscription, mutation dans la commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – annexe 18) ;

0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;

0,00 € réinscription suite à une radiation d'office (mod.2).

4) Cartes d'identité électroniques

Pour la délivrance des cartes d'identités la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection de la carte et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Intérieur. (*)

Procédure normale de délivrance des cartes d'identité électroniques

19,10€ carte d'identité électronique (cie Belges, EU, EU+, F, F+) (coût de la confection 19,10€ et la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

19,10€ duplicata de carte d'identité électronique (cie Belges, EU, EU+, F, F+M+N) délivré en cas de vol et en cas de perte.

(coût de la confection 19,10€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

19,60€ carte électronique A, B,H, I, J, K, L (coût de la confection 19,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur(*) + redevance communale 0,00 €) ;

19,60€ duplicata de carte d'identité électronique A, B, H, I, J, K, L délivré en cas de vol et

en cas de perte.

(coût de la confection 19,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques (cie

Belges, A, B, EU, EU+, F, F+, H, M, N)

116,40€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé (coût de la confection 116,40€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques Belges (pas les titres de séjour)

153,30€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF – Intérieur (coût de la confection 153,30€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

5) Document d'identité – enfants de moins de 12 ans -KIDS ID

Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques pour les enfants belges de moins de 12 ans – Kids-ID

105,00€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé (coût de la confection 105,00€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance communale 0,00 €) ;

Procédure normale de délivrance des cartes d'identité électroniques pour les enfants étrangers de moins de 12 ans.

Carte A (séjour limité) 10,70 €

Carte B (séjour illimité) 10,70 €

Carte K (établissement de l'étranger) 10,70 €

Carte L (Résident longue durée UE) 10,70 €

Carte UE 7,70 €

Carte UE+ 7,70 €

Carte F 7,70 €

Carte F+ 7,70 €

Carte M (Brexit-séjour permanent) 7,70 €

(Redevance SPF-Intérieur 0,00 € = redevance communale 0,00 €)

Procédure urgente de délivrance des cartes d'identité électroniques pour les enfants étrangers de moins de 12 ans.

Carte A (séjour limité) 116,40 €

Carte B (séjour illimité) 116,40 €

Carte K (établissement de l'étranger) 116,40 €

Carte L (Résident longue durée UE) 116,40 €

Carte UE 105,00 €

Carte UE+ 105,00 €

Carte F 105,00 €

Carte F+ 105,00 €

Carte M (Brexit-séjour permanent) 105,00 €

(Redevance SPF-Intérieur 0,00 € = redevance communale 0,00 €)

Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

141,90€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF - Intérieur (coût de la confection 141,90€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*) + redevance

communale 0,00 €) ;

6) Passeports belges

Pour la délivrance des passeports belges la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du passeport et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

En procédure normale

65,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) (coût de la confection 65,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

35,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant de moins de 18 ans (validité de 5 ans) coût de la confection 35,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure urgente

240,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) (coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

210,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant (de moins de 18 ans - validité de 5 ans) (coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure extrême urgence

300,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour adulte (à partir de 18 ans - validité de 7 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 300,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau passeport pour enfant (de moins de 18 ans – validité de 5 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 270,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

7) Documents de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés

Pour la délivrance des documents de voyage la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût du titre de voyage et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

En procédure normale

61,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 61,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

41,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant de moins de 18 ans

(validité de 2 ans) coût de la confection 41,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure urgente

230,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte (à partir de 18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 230,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

210,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant (de moins de

18 ans - validité de 2 ans) (coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

En procédure extrême urgence

290,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour adulte (à partir de 18 ans - validité de 2 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 290,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

270,00€ pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour enfant (de moins de 18 ans – validité de 2 ans) livré rue des Colonies 11, 1000 Bruxelles (coût de la confection 270,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*) + redevance communale 0,00 €) ;

8) BUREAU ADMINISTRATIF DES ETRANGERS (non européens et européens)

Frais d'ouverture de dossier pour établissement

0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune pour un isolé (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune) ;

0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune si plusieurs personnes (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

Délivrance d'annexes

0,00 € déclaration d'arrivée – AR du 3/10/81 (annexe 3 et 3ter) ;

0,00 € demande d'autorisation d'établissement (annexe 16) ;

0,00 € attestation de départ (annexe 18) ;

0,00 € document spécial de séjour (annexe 35) ;

0,00 € demande d'autorisation d'établissement de séjour permanent (annexe 22) ;

0,00 € annexe 15 délivrée suite à une radiation d'office avec une demande de réinscription.

Titres d'identité

0,00 € attestation d'immatriculation (modèle A – annexe 4- AR 08/10/1981).

Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans

0,00 € Carte de voyage - certificat d'identité (avec photo).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

0,00 € accusé de réception pour première introduction d'un article 9 ;

0,00 € accusé de réception pour introductions supplémentaires d'un article 9.

Changement d'adresse

0,00 € inscription, mutation dans la Commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – annexe 18) ;

0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;

0,00 € réinscription suite à une radiation d'office (mod.2).

Permis de travail

0,00 € délivrance du permis de travail.

B.2. DEMOGRAPHIE - ETAT CIVIL

0,00 € extrait d'acte d'État civil ;
20,00 € recherche généalogique aux archives – les demandes se font par e-mail ;
7,00 € droit d'accès aux archives pour un particulier ou une étude effectuant personnellement les recherches ;
20,00 € ouverture de dossier de mariage ;
20,00 € déclaration de cohabitation-légale ;
10,00 € duplicata du carnet de mariage ;
25,00 € ouverture de dossier de nationalité ;
0,00 € envoi du dossier de nationalité à la Chambre ;
135,00 € célébration de cérémonie de mariage en semaine ;
0,00 € célébration de cérémonie de mariage le samedi ;
20,00 € rectification d'erreur(s) matérielle(s) (gratuit en cas d'erreur(s) administrative(s) prouvée(s) et reconnue(s) ;
00,00 € reconnaissance postnatale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;
00,00 € reconnaissance prénatale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;
00,00 € déclaration de changement de sexe ;
20,00 € ouverture de dossier de mariage à l'étranger – frais de dossier ;
20,00 € ouverture de dossier de cohabitation légale – frais de dossier ;
20,00 € transcription d'un acte étranger.

B.3. DEMOGRAPHIE - CASIER JUDICIAIRE

La gratuité pour la délivrance des certificats de bonne vie & mœurs et de moralité est d'application.

0,00 € certificat de bonne vie & mœurs ;
0,00 € certificat de bonne vie & mœurs, délivré dans le cadre d'une naturalisation ou d'un prêt hypothécaire ;
0,00 € certificat de moralité.

B.4. DEMOGRAPHIE - PERMIS DE CONDUIRE

Pour la délivrance des permis de conduire, la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du permis de conduire et de la redevance due intégralement restituée au SPF – Mobilité. (*)

1) Permis de conduire provisoire (modèles 1, 2 et 3) ou licences d'apprentissage (modèle 4)

20,00 € pour un permis de conduire provisoire ou une licence d'apprentissage ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance communale 0,00 €) ;

2) Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)

20,00 € pour un permis de conduire permanent et/ou limité ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc.

(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance communale 0,00 €) ;

3) Permis de conduire internationaux

20,00 € pour un permis de conduire international ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.

(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) + redevance communale 0,00 €) ;

C. SERVICE URBANISME ET ENVIRONNEMENT – HYGIENE – HORECA

1) Ouverture de dossiers pour les permis d'urbanisme et les permis d'environnement

80,00 € - Permis d'urbanisme de minime importance et Permis d'environnement de classe III ;

250,00 € - Permis d'urbanisme nécessitant l'avis du fonctionnaire délégué et Permis d'environnement de classe II

350,00 € - Permis d'urbanisme soumis à l'enquête publique + concertation + avis fonctionnaire délégué

Tarifs en vigueur + 500,00 € - Permis de régularisation

50,00 € - duplicata d'un permis.

100,00€ - Délivrance d'attestation urbanistique

2) Attestations

100,00 € - Courrier acte de division

100,00 € - Attestation de légalité du nombre de logements.

100,00 € - Attestation hébergement touristique (urbanisme et hygiène)

3) Ouverture de dossiers relatifs aux débits de boissons, restaurant et tout établissement public assimilé

250,00 € - ouverture, réouverture, reprise, etc. ;

Article 3. §1. Les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilés, de même que les établissements d'utilité publique sont exonérés de la redevance.

§2. Sont également exonérés de la redevance : les documents repris dans les rubriques du présent règlement-redevance qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration Communale.

Article 4. La redevance est payable au moment de la demande du document. La preuve du paiement de la redevance est constatée par un reçu délivré lors du paiement.

Article 5. A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Dienst bevolking ; Retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten ; wijziging.

De Raad,

Gelet op de Grondwet en inzonderheid artikelen 32, 170§4 en 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikel 117 en artikel 137bis ;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen ;

Gelet op het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten van 17 juni 2013 en latere wijzigingen ;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 gewijzigd door het ministerieel besluit van 05 juli 2019 ;

Gelet op de e-mail van 07 november 2023 waarin de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken de eID omzendbrief aan de Gemeenten heeft toegezonden ;

Overwegende dat in deze omzendbrief met name wordt gepreciseerd dat in bovengenoemd ministerieel besluit het tarief wordt vastgesteld van de retributies die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2020 ten laste van de gemeenten voor de afgifte van de verschillende categorieën elektronische identiteitskaarten en documenten die in het besluit worden opgesomd ;

Dat op 1 januari van elk jaar, vanaf 1 januari 2020, de bedragen van deze vergoedingen automatisch worden herzien op basis van de schommelingen van de gezondheidsindex ;

Dat bijgevolg vanaf 1 januari 2024 het bedrag van alle administratieve handelingen vermeld op pagina 2 van de bovengenoemde omzendbrief zal worden gewijzigd tegen het tarief dat in dit document wordt vermeld;

Dat het bijgevolg noodzakelijk is om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten aan te passen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

Om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten te wijzigen als volgt :

Artikel 1. Vanaf 1 januari 2024 en voor een periode die eindigt op 31 december 2024 wordt ten gunste van de inwoners en op de hieronder bepaalde voorwaarden een retributie vastgesteld op de aflevering van attesten en andere documenten. De retributie is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon die het document aanvraagt.

Artikel 2. Het bedrag van deze retributie wordt vastgesteld als volgt :

A. SECRETARIAAT

De kosteloosheid voor de aflevering van attesten van woonst is van toepassing aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € voor de aflevering van attesten van woonst ;

10,00 € voor de aflevering van een kopie van plannen ;

2.500 € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C.

1.250 € € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C, wanneer de vergunningsaanvraag uitdrukkelijk beperkt is tot de uitbating van één enkel bingospel.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van artikel 34 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse B, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse B, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van de voorafgaande verklaring tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een verklaring van de Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

1.250€ voor de opstelling of de hernieuwing van een overeenkomst, in uitvoering van artikel 43/4 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding, teneinde een exploitant toe te laten om de toekenning te vragen van een vergunning van Klasse F2, alsook voor de aflevering door de Burgemeester van het voorafgaand advies tot toekenning van deze vergunning. Deze retributie is verschuldigd iedere maal dat een advies van de Burgemeester moet worden verstrekt en dat een nieuwe overeenkomst dient te worden gesloten of hernieuwd.

B.1. DEMOGRAFIE – BEVOLKING

1) Certificaten & attesten

Worden gratis afgeleverd certificaten en attesten aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € gezinssamenstelling, attest van woonst, van nationaliteit, van leven of van burgerlijke stand ;

0,00 € wettiging van handtekening of eensluidend afschrift ;

0,00 € document van tenlasteneming voor een partner (bijlage 3) ;

0,00 € document tenlasteneming toerist (bijlage 3bis) ;

0,00 € document tenlasteneming student (bijlage 32).

2) Opzoeken

20,00 € genealogische opzoeking in de archieven (per opzoeking – dienen per mail te worden aangevraagd) ;

7,00 € adresopzoeking met behulp van het Nationaal Register van Natuurlijke Personen.

3) Adreswijzigingen

Voor aanvragen tot adreswijziging bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €.

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;

0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;

0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

4) Elektronische identiteitskaarten

Voor de aflevering van identiteitskaarten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van de kaart en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Binnenlandse Zaken. (*)

Normale afleveringsprocedure van elektronische identiteitskaarten

19,10€ elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, EU, EU+, F, F+)
(kostprijs voor de aanmaak 19,10 € en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

19,10€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, EU, EU+, F, F+M, N) afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

(kostprijs voor de aanmaak 19,10€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

19,60€ elektronische kaart A, B, H, I, J, K, L (kostprijs voor de aanmaak 19,60€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken(*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

19,60€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart A, B, H, I, J, K, L afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

(kostprijs voor de aanmaak 19,60€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten (Belgische id.kaarten, A, B, EU, EU+, F, F+,H, M, N)

116,40€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme
(aanmaakkost 116,40€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*) +gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de Belgische elektronische identiteitskaarten (niet voor de verblijfstitels)

153,30€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken

(aanmaakkost 153,30€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*) gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

5. Identiteitsdocumenten – kinderen jonger dan 12 jaar – KIDS ID **Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID** 105,00€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme (aanmaakkost 105,00€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Normale procedure voor de afgifte van elektronische identiteitskaarten voor buitenlandse kinderen jonger dan 12 jaar.

A-Kaart (beperkt verblijf) 10,70 €
B-Kaart (onbeperkt verblijf) 10,70 €
K-Kaart (gevestigde vreemdeling) 10,70 €
L-Kaart (EU-langdurig ingezetene) 10,70 €
EU-Kaart 7,70 €
EU+-Kaart 7,70 €
F-Kaart 7,70 €
F+-Kaart 7,70 €
M-Kaart (Brexit-duurzaam verblijf) 7,70 € .

Dringende procedure voor de afgifte van elektronische identiteitskaarten voor buitenlandse kinderen jonger dan 12 jaar.

A-Kaart (beperkt verblijf) 116,40 €
B-Kaart (onbeperkt verblijf) 116,40 €
K-Kaart (gevestigde vreemdeling) 116,40 €
L-Kaart (EU-langdurig ingezetene) 116,40 €
EU-Kaart 105,00€
EU+-Kaart 105,00 €
F-Kaart 105,00 €
F+-Kaart 105,00 €
M-Kaart (Brexit-duurzaam verblijf) 105,00 €

Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

141,90€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken
(aanmaakkost 141,90€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

6) Belgische paspoorten

Voor de aflevering van Belgische paspoorten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het paspoort en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

Normale procedure

65,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar) (aanmaakkost 65,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
35,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind jonger dan 18 jaar

(geldigheid 5 jaar)

aanmaakkost 35,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zakeretributie ;

Dringende procedure

240,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene

(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar)

(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;

210,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind

(van jonger dan 18 jaar - geldigheid 5 jaar)

(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Uiterst dringende procedure

300,00€ voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene

(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11

(aanmaakkost 300,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)

+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuwe paspoort voor een kind (jonger dan 18 jaar – geldigheid 5 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11

(aanmaakkost 270,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken

+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

7) Reisdocumenten voor vreemdelingen, staatlozen en vluchtelingen

Voor de aflevering van reisdocumenten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het reisdocument en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

Normale procedure

61,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene

(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)

(aanmaakkost 61,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

41,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind jonger dan 18 jaar

(geldigheid 2 jaar)

aanmaakkost 41,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende procedure

230,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene

(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)

(aanmaakkost 230,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;

210,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind (jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar) (aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Uiterst dringende procedure

290,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene (vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11 (aanmaakkost 290,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

270,00€ voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind (jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar) afgeleverd Koloniënstraat 11 (aanmaakkost 270,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

8) ADMINISTRATIEF BUREAU VOOR VREEMDELINGEN (niet- Europees en Europees)

Openingskosten voor een vestigingsdossier

0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente voor een alleenstaande (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente) ;

0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente indien meerdere personen (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd

Afgifte van bijlagen

0,00 € aankomstverklaring – KB van 3/10/81 (bijlage 3 en 3ter) ;

0,00 € toelatingsattest van vestiging (bijlage 16) ;

0,00 € attest van vertrek (bijlage 18) ;

0,00 € bijzonder document van verblijf (bijlage 35) ;

0,00 € toelatingsattest van vestiging voor permanent verblijf (bijlage 22) ;

0,00 € bijlage 15 afgeleverd naar aanleiding van een schrapping van ambtswege met aanvraag tot herinschrijving.

Identiteitsbewijzen

0,00 € attest van inschrijving (model A – bijlage 4- KB 08/10/1981).

Identiteitsdocument – Kinderen jonger dan 12 jaar

0,00 € Reiskaart - identiteitsattest (met foto).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd

0,00 € ontvangstbewijs voor een eerste indiening van een artikel 9 ;
0,00 € ontvangstbewijs voor bijkomende indieningen van een artikel 9 .

Adreswijziging

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;
0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;
0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

Arbeidsvergunning

0,00 € aflevering van arbeidsvergunning.

B.2. DEMOGRAFIE – BURGERLIJKE STAND

0,00 € uittreksel van akte van de Burgerlijke stand ;
20,00 € genealogische opzoeking in de archieven – worden per e-mail aangevraagd ;
7,00 € toegangsrecht tot de archieven voor een particulier of een studie waarbij men zelf het onderzoekswerk doet ;
20,00 € opening van een huwelijksdossier ;
20,00 € verklaring van wettelijke samenleving ;
10,00 € duplicaat van het trouwboekje ;
25,00 € opening van een nationaliteitsdossier ;
0,00 € verzending van een nationaliteitsdossier naar de Kamer ;
135,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid tijdens de week ;
0,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid op zaterdag ;
20,00 € verbetering van de materiële vergissingen (gratis in geval van bewijsbare en erkende administratieve vergissingen(en)) ;
00,00 € postnatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;
00,00 € prenatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;
00,00 € verklaring van geslachtswijziging ;
20,00 € opening van een huwelijksdossier in het buitenland – dossierkosten ;
20,00 € opening van een wettelijk samenlevingsdossier – dossierkosten ;
20,00 € inschrijving van een vreemdelingenakte.

B.3. DEMOGRAFIE - STRAFREGISTER

De kosteloosheid voor de aflevering van getuigschriften van goed gedrag en zeden en van goed gedrag is van toepassing.

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden ;
0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden, afgeleverd in het kader van een naturalisatie of een hypotheek ;
0,00 € bewijs van goed gedrag.

B.4. DEMOGRAFIE - RIJBEDIJZEN

Voor de aflevering van rijbewijzen bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het rijbewijs en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Mobiliteit. (*)

1) Voorlopige rijbewijzen (model 1, 2 en 3) of leervergunningen (model 4)

20,00 € voor een voorlopig rijbewijs of een leervergunning ;
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
20,00 € voor een afschrift.
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

2) Definitieve rijbewijzen (categorie A, B en BE) en/of beperkt (categorie C, D, CE en DE)

20,00 € voor een definitief en/of beperkt rijbewijs ;
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
20,00 € voor een afschrift, een verandering van categorie, een omwisseling van buitenlands rijbewijs enz .
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

3) Internationale rijbewijzen

20,00 € voor een internationaal rijbewijs ;
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
20,00 € voor een afschrift.
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

C. DIENST STEDENBOUW EN LEEFMILIEU – HYGIENE – HORECA

1) Opening van dossiers voor stedenbouwkundige en milieuvergunningen

80,00 € - Stedenbouwkundige vergunning van gering belang en Milieuvergunning van klasse III ;
250,00 € - Stedenbouwkundige vergunning waarbij het advies van de gemachtigde ambtenaar noodzakelijk is en Milieuvergunning van klasse II
350,00 € - Stedenbouwkundige vergunning onderworpen aan een openbaar onderzoek + overleg + advies gemachtigde ambtenaar

Geldende tarieven + 500,00 € - Regularisatievergunning

50,00 € - duplicaat van een vergunning.
100,00€ - Aflevering van een stedenbouwkundig attest

2) Attesten

100,00 € - Brief verdelingsakte
100,00 € - Attest van wettelijkheid van het aantal woningen.
100,00 € - Attest toeristische logies (stedenbouw en hygiëne)

3) Opening van dossiers betreffende het debiet van dranken, restaurant en iedere gelijkgestelde openbare vestiging

250,00 € - opening, heropening, overname, enz. ;

Artikel 3. §1. De gerechtelijke overheid, de openbare besturen en de hiermee

gelijkgestelde instellingen, evenals de vestigingen van openbaar nut zijn vrijgesteld van de retributie.

§2. Zijn eveneens vrijgesteld van retributie : de documenten vermeld in de rubrieken van dit retributiereglement die gratis dienen te worden afgeleverd door het Gemeentebestuur.

Artikel 4. De retributie is betaalbaar op het moment van de aanvraag van het document. Het betalingsbewijs van de retributie wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs afgeleverd bij de betaling.

Artikel 5. Bij gebrek aan betaling zal de retributie worden ongevoerd conform art. 137 van de Nieuwe Gemeentewet.

20.12.2023/A/0004 **Travaux d'aménagement du parc Saint-François ; Approbation des conditions et de la procédure de passation ; Procédure ouverte ; estimation de 2.864.951,88 € TVAC.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil du 25 juin 2018 relative à l'approbation du cahier des charges N°2018/3446 des conditions et de l'estimation du marché « Mission d'études pour la rénovation du parc Saint-François » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 décembre 2018 relative à l'attribution du marché de "Mission d'études pour la rénovation du parc Saint-François" et suivi des travaux à Skope, avenue des Vétérinaires 42 A à 1070 Bruxelles BE0502-585-110 n°BO 35464 ;

Vu l'approbation par le Collège en sa séance du 26 mai 2020 de l'avant-projet ;

Vu l'approbation par le Collège en sa séance du 15 février 2022 de l'introduction du dossier de demande de Permis Unique ;

Vu l'approbation par le Collège en sa séance du 08 novembre 2022 du dossier modifié de demande de Permis Unique en application de l'article 191 du COBAT n°BO 53485;

Considérant que le permis d'Urbanisme à été délivré sous condition le 09 décembre 2022 ;

Considérant que le marché proposé est un marché de travaux ayant pour objet « Travaux d'aménagement du parc Saint-François »

Considérant le cahier des charges N° 2023/4414, les plans, le plan sécurité santé, les clauses techniques et l'estimation des travaux relatifs à ce marché ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.864.951,88 € (21% TVA comprise) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que 1.608.835,22 € sont subsidés par le Contrat de Rénovation Urbaine Branbant Nord – Saint-Lazare;

Considérant que le restant sera financé par emprunt ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'année 2024 à l'article 7660/721-60 ;

Décide

- d'adopter le principe de procéder aux travaux d'aménagement du parc Saint-François ;
- d'approuver le cahier des charges N° 2023/4414 et le montant estimé du marché "Travaux d'aménagement du parc Saint-François". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.864.951,88 € (21% TVA comprise).
- de passer le marché par la procédure ouverte.
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
- de financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'année 2024 à l'article 7660/721-60.

Aanlegwerken van het Sint-Franciscuspark ; Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningsprocedure ; Openbare procedure ; raming van 2.864.951,88 € BTW incl.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief

toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;
Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Raad van 25 juni 2018 betreffende de goedkeuring van het bestek nr. 2018/3446 van de voorwaarden en de raming van de opdracht "Studieopdracht voor de renovatie van het Sint-Franciscuspark";

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 december 2018 betreffende de gunning van de opdracht " Studieopdracht voor de renovatie van het Sint-Franciscuspark " en de opvolging van de werken aan Skope, Veeartsenstraat 42 A te 1070 Brussel BE0502-585-110 nr. BO 35464;

Gelet op de goedkeuring door het College in zitting van 26 mei 2020 van het voorontwerp;

Gelet op de goedkeuring door het College in zitting van 15 februari 2022 van de indiening van het aanvraagdossier voor een enige vergunning;

Gelet op de goedkeuring door het College in zitting van 08 november 2022 van het gewijzigde aanvraagdossier voor een enige vergunning overeenkomstig artikel 191 van het BWRO nr. BO 53485;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning voorwaardelijk werd afgeleverd op 09 december 2022;

Overwegende dat de voorgestelde opdracht een opdracht voor werken is met als voorwerp "Aanlegwerken van het Sint-Franciscuspark"

Overwegende het bestek nr. 2023/4414, de plannen, het veiligheids- en gezondheidsplan, de technische clausules en de raming van de werken in het kader van deze opdracht;

Overwegende dat de geraamde waarde van deze opdracht 2.864.951,88 € bedraagt (21% BTW inclusief);

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een openbare procedure;

Overwegende dat 1.608.835,22 € wordt gesubsidieerd door het Stadsvernieuwingscontract Brabant Noord - Sint-Lazarus;

Overwegende dat het resterende bedrag uit door lening zal worden gefinancierd;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgaven zal worden ingeschreven op de buitengewone begroting voor 2024 op artikel 7660/721-60;

Beslist

- het beginsel van de uitvoering van aanlegwerken van het Sint-Franciscuspark goed te keuren;
- het bestek nr. 2023/4414 en het geraamde bedrag van de opdracht "Aanlegwerken van het Sint-Franciscuspark" goed te keuren. De voorwaarden worden vastgelegd zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels voor overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag is 2.864.951,88 € (inclusief 21% btw).
- de opdracht te gunnen via de openbare procedure.
- de aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en nationaal te verzenden.
- deze beraadslaging door te zenden naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.
- deze uitgaven te financieren door het krediet ingeschreven op de buitengewone begroting van 2024 op artikel 7660/721-60.

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :
Saint-Josse-ten-Noode, le 12 décembre 2023.

Mesdames, Messieurs,

L'état actuel des travaux d'élaboration du budget pour l'exercice 2024 ne nous permet pas de vous présenter ce document.

Dès lors, afin d'assurer le paiement des dépenses émergeant au budget ordinaire de l'exercice 2024, il est indispensable que six douzièmes provisoires soient mis à la disposition du Collège échevinal.

En conséquence, en application de l'article 14 de l'arrêté du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer de voter six douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin 2024.

Gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2024; voorlopige twaalfden nr1.

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht :
Sint-Joost-ten-Node, 12 december 2023.

Mevrouwen, Mijne Heren,

De huidige staat der werken met het oog op het opstellen van de begroting voor het dienstjaar 2024, laat ons nog niet toe U dit document voor te leggen.

Dus, opdat we de betalingen van de gewone uitgaven betreffende het dienstjaar 2024 zouden kunnen verder uitvoeren, is het onontbeerlijk dat zes voorlopige twaalfden zouden ter beschikking gesteld worden van het Schepencollege.

Bijgevolg, bij toepassing van artikel 14 van het koninklijke besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding, hebben wij de eer U voor te stellen zes voorlopige twaalfden te stemmen voor de maanden januari, februari, maart, april, mei en juni 2024.

20.12.2023/A/0006 **Centimes additionnels communaux au précompte immobilier – PRI – pour l'exercice 2024.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 117 et 260 ;

Vu le Code des Impôts sur les Revenus et notamment l'article 464 / 1 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article unique : Il est établi pour l'exercice 2024, 2980 centimes au précompte immobilier.

Gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2024.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald de artikelen 117 en 260 ;
Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, meer bepaald artikel 464 / 1 ;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Enig artikel : Er worden voor het dienstjaar 2024, 2980 gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing geheven.

20.12.2023/A/0007 **Centimes additionnels à la Taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ; Renouvellement pour l'exercice 2024.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;
Vu l'Ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I et ses modifications ultérieures ;
Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;
Vu l'Arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/2 ;
Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

Article 1 : Il est établi, au profit de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, pour l'exercice 2024, 4.384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles-Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Opcntiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies ; Her-nieuwing voor het dienstjaar 2024.

De Raad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13 ;
Gelet op de Ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen ;
Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;
Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/2 ;
Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Artikel 1 : Er worden voor het aanslagjaar 2024 ten voordele van de Gemeente van Sint-Joost-ten-Node, 4.384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2 : De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3 : Deze verordening wordt aan de toezichhoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

20.12.2023/A/0008 **Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques – IPP – pour l'exercice 2024.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;
Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 117 et 260 ;
Vu le Code des Impôts sur les Revenus et notamment les articles 465 à 469 ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Il est établi pour l'exercice 2024 un impôt communal additionnel à l'impôt des personnes physiques qui sont imposables dans la commune au 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Article 2 : La taxe est fixée à 6,5 % de la partie calculée conformément aux articles 466 et 466bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992 (comme stipulé à l'article 468 du Code des Impôts sur les Revenus 1992), de l'impôt des personnes physiques dû à l'État pour le même exercice.

Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor het dienstjaar 2024.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald de artikelen 117 en 260 ;
Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, meer bepaald de artikelen 465 tot 469 ;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 : Er wordt voor het dienstjaar 2024 een aanvullende belasting geheven op de belasting op de natuurlijke personen die, op 1 januari van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar, in de gemeente belastbaar zijn.

Artikel 2 : De belasting wordt vastgesteld op 6,5 % van het volgens artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van Inkomstenbelasting van 1992 (zoals gesteld in artikel 468 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992), berekend gedeelte van de aan het Rijk voor hetzelfde dienstjaar verschuldigde personenbelasting.

20.12.2023/A/0009 **Taxe sur les Surfaces de bureau ; Modification du Règlement-taxé.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;
Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1^{er} et 118, alinéa 1^{er} ;
Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;
Vu la loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;
Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;
Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;
Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou

devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;
Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;
Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;
Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1^{er} septembre 2014 et modifié en date du 11 décembre 2019 ;
Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;
Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;
Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu la situation financière de la commune ;
Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;
Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;
Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale de par la Constitution ; qu'elle dispose en la matière d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ; que l'autorité communale ne peut taxer tout ce qui peut l'être et doit nécessairement faire des choix tant en ce qui concerne les matières

imposables que les redevables ;

Considérant que l'existence de surfaces de bureau génère des dépenses supplémentaires pour la Commune au niveau de la sécurité, de la gestion des déchets, de la voirie et de l'infrastructure ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un avantage certain en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, etc. ;

Considérant que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour les propriétaires / occupants de bureaux, qui doivent donc contribuer au financement des infrastructures et services communaux mis à leur disposition ;

Considérant que le taux de la taxe sur les bureaux est également justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, et par un sous-financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant les nouveaux modes d'utilisation des bureaux (bureaux partagés, occupation temporaire, etc.) résultant en l'augmentation d'une offre commerciale de mise à disposition de bureaux et d'espaces partagés ;

Que cette mise à disposition engendre des difficultés pour l'établissement de la taxe, notamment pour identifier de manière aisée et en temps utiles les occupants ;

Qu'il se justifie de procéder à la taxation dans le chef de la personne physique ou morale qui met à disposition les surfaces de bureaux plutôt que l'occupant afin de rationaliser la gestion administrative de la taxe (établissement, recouvrement, contentieux) tant pour les contribuables que pour la commune

Considérant qu'il s'avère justifié de faire une distinction entre les plus petites et les plus grandes surfaces de bureaux dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Sous réserve de l'approbation du Comité de suivi défini dans l'Ordonnance du 14 décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi au profit de la Commune, à partir de l'exercice 2024 et pour une période de quatre ans, une taxe sur les surfaces de bureaux installées sur le territoire de la commune.

Pour l'application du présent règlement, le terme bureau s'entend de l'espace où, avec un équipement et un mobilier adéquats, l'information est susceptible d'être traitée. L'information peut être contenue non seulement dans des documents, fichiers informatiques, etc., mais également dans des échantillons ou prototypes.

Par « mise à disposition commerciale de bureaux », il faut entendre toute activité qui a pour objet d'offrir, contre rétribution, des espaces de bureaux professionnels, meublés et connectés permettant une occupation flexible dans le temps et dans l'espace (tels que le coworking, des bureaux et salons d'affaires, des espaces de réunion, etc.).

Article 2. L'impôt a pour base la surface de plancher utilisable aux fins définies à l'article 1 du présent règlement.

La surface imposable est la surface brute mentionnée ci-dessus réduite de 10% pour les dégagements et locaux de service.

II. Taux

Article 3. Pour les surfaces inférieures à 250m², le taux est fixé à 13,98 € par m² de surface imposable et par an.

La taxe est majorée au 1^{er} janvier de chaque année d'un montant de 3,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2024 : 13,98 € - 2025 : 14,47 € - 2026 : 14,98€ - 2027 : 15,50€..

Pour les surfaces supérieures à 250 m² le taux est fixé à 26,88 € par m² de surface imposable et par an.

La taxe est majorée au 1^{er} janvier de chaque année d'un montant de 3,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2024 : 26,88 € - 2025 : 27,82 € - 2026 : 28,79 € - 2027 : 29,80€.

Les 100 premiers mètres carrés de surface brute font l'objet d'un abattement et ne sont pas taxés.

III. Contribuable

Article 4. L'impôt est dû par l'occupant des bureaux.

L'impôt est dû par les personnes de droit public lorsque les surfaces qu'elles occupent sont utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.

Lorsque les surfaces sont occupées par des personnes de droit public et pour autant qu'elles ne soient pas utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, l'impôt est dû par le propriétaire des surfaces ou, en cas de démembrement de la propriété par tout titulaire d'un droit réel conférant la jouissance.

En cas de mise à disposition commerciale de bureaux, la taxe n'est pas due par l'occupant des bureaux mais par la personne physique ou morale qui met commercialement à disposition ces bureaux.

Article 5. En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces de bureaux en cours d'exercice, l'impôt est établi sur base du nombre effectif de mois d'occupation.

Tout mois entamé compte en entier.

IV. Exonérations

Article 6. Sont exonérées de l'impôt les surfaces :

- a) servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou œuvres de bienfaisance ;
- b) exploitées dans un logement dont l'occupant, y domicilié, exerce une profession d'indépendant ou libérale, lorsqu'elles ne dépassent pas un tiers de la surface totale.

Les exonérations sont accordées sur demande introduite, accompagnée des pièces justificatives, auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins, lors du renvoi de la formule de déclaration tel que prescrit à l'article 8.

V. Déclaration

Article 7. Pour l'exercice, l'administration fait parvenir au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée avant l'échéance mentionnée. Les contribuables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation expresse par le contribuable.

Article 8. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les dix jours.

Article 9. En cas de cessation d'activité, en cas de modification de la base imposable, l'article 5 prendra effet dès que l'administration aura été prévenue

par écrit par envoi recommandé à la poste.

Article 10. Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 11. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, l'imposition sera fixée d'office d'après les éléments dont dispose l'administration.

Tout redevable imposé d'office devra, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, payer une majoration d'impôt égale à la taxe et, en cas de récidive, égale au double.

VI. Recouvrement

Article 12. Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le montant de la majoration prévue à l'article n°11 sera enrôlée en même temps que la taxe proprement dite.

Article 13. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'état sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4 §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 14. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur Communal. En cas de défaillance de l'occupant, le propriétaire ou tout titulaire d'un droit réel reste codébiteur de l'impôt.

Article 15. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1^{er} septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Article 16. Le présent règlement-taxe entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024 et abroge le règlement-taxe sur les Surfaces de bureaux adopté par le Conseil communal le 22 juin 2022.

Belasting op de Kantoor-oppervlakten ; Wijziging van het Belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in

fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 en gewijzigd op 11 december 2019 ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Nethed, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen

van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid door de Grondwet ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften; dat de gemeentelijke overheid niet alles kan belasten wat toegestaan is en noodzakelijker wijze keuzes dient te maken zowel wat de belastbare materie betreft als de belastingplichtigen ;

Overwegende dat het bestaan van kantooroppervlakten voor de Gemeente bijkomende uitgaven inzake veiligheid, het beheer van afval, het wegennet en de infrastructuur veroorzaakt ;

Overwegende dat de gebruikers van de kantooroppervlakten gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node kunnen genieten van alle gemeentelijke infrastructures ter beschikking gesteld van de natuurlijke personen, die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van haar wegen en parken waarvan het onderhoud een zeker voordeel biedt op het vlak van netheid, bloem-of feestversiering, veiligheid, verlichting enz ;

Overwegende dat al deze voordelen een onbetwiste meerwaarde vormen voor de kantooreigenaren / bezetters, die dus dienen bij te dragen in de financiering van de gemeentelijke infrastructures en diensten die hen ter beschikking worden gesteld ;

Overwegende dat de grootte van de kantoorbelasting eveneens gerechtvaardigd is omwille van de stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen en door de te lage financiering van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende de nieuwe manieren waarop kantoren worden gebruikt (gedeelde kantoren, tijdelijke bezetting, enz.) waardoor het commerciële aanbod in de terbeschikkingstelling van kantoren en gedeelde ruimten toeneemt ;

Dat deze terbeschikkingstelling moeilijkheden oplevert voor de heffing van de belasting, met name om de bezetters gemakkelijk en tijdig te identificeren ;

Dat het gerechtvaardigd is om de natuurlijke persoon of rechtspersoon die de kantoorruimte ter beschikking stelt te belasten in plaats van de bezetter, teneinde het administratieve beheer van de belasting (vestiging, invordering, geschillen) voor zowel de belastingbetalers als de gemeente te rationaliseren ;

Overwegende dat het gerechtvaardigd blijkt om een onderscheid te maken tussen de kleinere en de grotere kantooroppervlakten vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de fiscale last ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van het Opvolgcomité bepaald in de Ordonnantie van 14 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels hoofdstedelijk Gewest ;

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Ten voordele van de Gemeente wordt vanaf het dienstjaar 2024 en voor een periode van vier jaar een belasting geheven op de kantooroppervlakten ingeplant op het grondgebied van de gemeente. Voor de toepassing van het huidig reglement dient men onder kantoor te verstaan, de ruimte waar, met behulp van een aangepaste uitrusting en meubilair, informatie wordt verwerkt. De informatie kan niet alleen in documenten, informaticabestanden, enz. vervat zijn, maar eveneens in stalen of prototypen.

Onder "commerciële terbeschikkingstelling van kantoren" wordt verstaan elke activiteit die tot doel heeft tegen vergoeding professionele, gemeubileerde en verbonden kantoorruimten aan te bieden die een flexibel gebruik in tijd en ruimte mogelijk maakt (zoals coworking, kantoren en bedrijfslounges, vergaderruimtes, enz.)

Artikel 2. De belasting heeft als basis de vloeroppervlakte, bruikbaar tot de oogmerken vastgelegd in artikel 1 van dit reglement.

De belastbare oppervlakte is de bruto oppervlakte zoals vermeld hierboven verminderd met 10% voor de gangen en dienstlokalen.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. Voor ruimtes kleiner dan 250 m², het tarief is vastgesteld op 13,98 € per m² oppervlakte en per jaar.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 3,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2024 : 13,98 € - 2025 : 14,47 € - 2026 : 14,98 € - 2027 : 15,50 €.

Voor ruimtes groter dan 250 m², het tarief is vastgesteld op 26,88 per m² oppervlakte en per jaar.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 3,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2024 : 26,88 € - 2025 : 27,82 € - 2026 : 28,79 € - 2027 : 29,80 €.

De eerste 100 vierkante meter bruto oppervlakte maken het voorwerp uit van een aftrek en worden niet belast.

III. Belastingplichtige

Artikel 4. De belasting is verschuldigd door de bezetter van de kantoren.

De belasting is verschuldigd door de publiek-rechterlijke personen wanneer de oppervlakten die zij bezetten gebruikt worden in het kader van winstgevende of handelsdoeleinden.

Wanneer de oppervlakten worden bezet door publiekrechtelijke personen en op voorwaarde dat ze niet worden gebruikt voor winstgevende of commerciële doeleinden, is de belasting verschuldigd door de eigenaar van de oppervlakten of, in geval van splitsing van de eigendom, door elke houder van een zakelijk recht die er het genot van verleent.

In geval van commerciële terbeschikkingstelling van kantoren is de belasting niet verschuldigd door de bezetter van de kantoren, maar door de natuurlijke of rechtspersoon die deze kantoren op commerciële basis ter beschikking stelt.

Artikel 5. In geval van staking of het begin van ingebruikname van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, wordt de belasting gevestigd op basis van de effectieve maanden van ingebruikname.

Iedere begonnen maand wordt aangerekend als een volledige maand.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 6. Zijn vrijgesteld van de belasting, de oppervlakten :

- a) dienstig voor erediensten, onderwijsinstellingen, hospitalen, klinieken, dispensaria en werken van liefdadigheid ;
- b) uitgebaat in een woning waar de bezetter, er gedomicilieerd, een vrij of zelfstandig beroep uitoefent en wanneer die één derde van de totale oppervlakte niet overtreffen.

Vrijstellingen worden verleend op aanvraag, vergezeld van bewijsstukken, bij het College van Burgemeester en Schepenen, bij het terugsturen van het aangifteformulier zoals voorgeschreven in artikel 8.

V. Aangifte

Artikel 7. Voor het dienstjaar laat de Administratie een aangifteformulier worden aan de belastingplichtigen, dat door hen behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één aan te vragen.

De aangifte blijft geldig tot bij uitdrukkelijke herroeping door de belastingplichtige.

Artikel 8. In geval van wijziging van de belastingbasis dient een nieuwe aangifte te gebeuren binnen de tien dagen.

Artikel 9. In geval van stopzetting van de activiteit en in geval van verandering der basisbelasting zal artikel 5 toegepast worden vanaf het ogenblik dat het Gemeentebestuur verwittigd werd per aangetekend schrijven via de post.

Artikel 10. De belastingschuldige wordt gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken, inzonderheid door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hen ten dien einde zouden worden gevraagd.

Artikel 11. Bij gebrek aan aangifte, bij onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve gebeuren volgens de elementen waarover de administratie beschikt.

Alle van ambtshalve ingekohierde belastingschuldigen moeten, onverminderd de belasting en de verwijlinteressen, een verhoging betalen gelijk aan de verschuldigde belasting en, in geval van herhaling, gelijk aan het dubbel ervan.

VI. Invordering

Artikel 12. Het kohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. Het bedrag van de verhoging waarvan sprake in artikel 11 zal ingekohierd worden juist zoals de gewone belasting.

Artikel 13. De ingekohierde bedragen moeten betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn zal men de regels toepassen betreffende de verwijlinteressen zoals inzake rijksinkomstenbelastingen.

De verzending van de aanslagbiljetten gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige en zal aan de voorwaarden voldoen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 14. De ingekohierde bedragen zullen ingevorderd worden door de Gemeente Ontvanger.

Bij in gebreke blijven van de bezetter blijft de eigenaar of de eventuele houder van een zakelijk recht medeschuldenaar van de belasting.

Artikel 15. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De bezwaarindiener moet de betaling van de belasting niet rechtvaardigen maar het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting tot betaling van de belasting binnen de gestelde termijn.

Artikel 16. Dit belastingreglement treedt in werking op 1 januari 2024 en heft het belastingreglement op inzake Kantooroppervlakten goedgekeurd door de Gemeenteraad op 22 juni 2022.

20.12.2023/A/0010 **Convention chèques-taxis; reconduction pour l'exercice 2023.**

Le Conseil,

Considérant que, depuis 2008, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode pour l'acquisition de chèques-taxis;

Vu que les dits chèques-taxis sont destinés aux habitants de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode bénéficiant d'un revenu VIPO (statut BIM-intervention majorée), étant reconnus comme personnes à mobilité réduite et handicapées à plus de 66 % ou âgées de plus de 75 ans;

Considérant que le subside octroyé est de 12.045 euro;

Considérant que le service Public régional de Bruxelles – Bruxelles Mobilité sur base d'une déclaration créance pourra versé à la commune la 1ere tranche du subside chèques taxis avant le 31/12/23;

Considérant que la liquidation s'effectue en deux tranches et suite à l'envoi de la déclaration de créance par la Commune. La première tranche représente 90% de la subvention, le versement de la deuxième part, soit 10 % du subside, se fait sur base de la transmission, avant le 15 décembre 2025, du dossier complet (dont la preuve du paiement des chèques-taxis à l'adjudicataire pour ces chèques-taxis et la preuve de l'utilisation effective de ceux-ci par les bénéficiaires concernés) ;

Considérant que cette dépense est inscrite à l'article 8320/124.48 du budget ordinaire de l'exercice 2023;

Considérant que cette recette peut être inscrite à l'article 8320/465/48 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention relative aux chèques-taxis à valeur universelle pour 2023, entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode;

- d'inscrire la recette à l'article 8320/465/48 du service ordinaire du budget 2023.

-d'autoriser la dépense de 12.045 depuis l'article 8320/124.48 pour l'achat des chèques-taxi auprès de la société anonyme Taxi Radio Bruxelloise ayant pour numéro d'entreprise - 0479.786.546.

Overeenkomst taxicheques; verlenging voor het dienstjaar 2023.

De Raad,

Overwegend dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 2008 een subsidie toekent aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node voor de aankoop van taxicheques;

Gezien het feit dat de bovengenoemde taxicheques bedoeld zijn voor de inwoners van de gemeente Sint-Joost-ten-Node die genieten van een VIPO-inkomen (verhoogde BIM-interventiestatus), erkend worden als personen met beperkte mobiliteit en voor meer dan 66% gehandicapt of ouder 75 jaar;
Overwegende dat de toegekende subsidie 12.045 euro bedraagt;
Overwegende dat de Brusselse gewestelijke overheidssdienst - Brussel Mobiliteit op basis van een vorderingsaangifte de gemeente de 1ste schijf van de subsidie taxicheques zal betalen vóór 31/12/23;
Aangezien de uitbetaling geschiedt in twee schijven en na verzending van de vorderingsverklaring door de gemeente. De eerste schijf vertegenwoordigt 90% van de subsidie, de betaling van het tweede deel, zijnde 10% van de subsidie, geschiedt op basis van de toezending, vóór 15 december 2025, van alle nodige bewijsstukken);
Overwegende dat deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 8320/124.48 van de gewone begroting voor dienstjaar 2023

Beslist :

- de verlenging goed te keuren van de overeenkomst betreffende taxicheques van universele waarde voor 2023, tussen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Joost-ten-Node;
- de ontvangsten in te schrijven op artikel 8320/465/48 van de gewone dienst van de begroting 2023.
- Om de uitgave toe te staan van 12.045 euro van artikel 8320/124.48 voor de aankoop van taxicheques bij de naamloze vennootschap Taxi Radio Bruxelloise (ondernemingsnummer: 0479.786.546).

20.12.2023/A/0011 **Commission paritaire locale de l'enseignement communal (COPALOC) ; Composition des représentants du Pouvoir organisateur ; Proposition de modification.**

Le Conseil,

Vu le décret du 6 juin 1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné impliquant notamment la constitution des commissions paritaires locales de l'enseignement communal ;
Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995, relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné ;
Vu que le changement de situation de certains membres effectifs et suppléants amène à revoir la composition des membres de la COPALOC ;
Considérant qu'il appartient au Conseil communal de désigner les membres de la COPALOC de Saint-Josse-ten-Noode et que celui-ci doit également désigner un(e) membre observateur/trice effectif/ve et un(e) membre observateur/trice suppléant pour l'opposition ;
Vu la proposition du Service Enseignement de modifier la composition des représentants du Pouvoir organisateur au sein de la COPALOC de la manière suivante :

Président :

- M. Philippe BOIKETE, Echevin

Membres effectifs :

- Mme Nezahat NAMLI, Echevine

- Mme Loubna JABAKH, Echevine
- Mme Marie-Rose LAEVERS, Secrétaire communale
- Mme Julienne MPIA, Cheffe du Service Enseignement francophone
- M. Guillaume de BORCHGRAVE, Conseiller en Prévention Enseignement
- **M./Mme comme membre observateur/trice effectif(ve) pour l'opposition**

Membres suppléants :

- M. Mohammed JABOUR, Echevin
- Mme Dorah ILUNGA, Echevine
- M. Kadir OZKONAKCI, Echevin
- M. Fabrice DIERICKX, Responsable GRH
- Mme Ibtissame BOURHIDANE, Coordinatrice extra-scolaire
- M. Lewis GOGA KOBALÉ NDANGO, Chef de Direction & ingénieur civil, travaux publics
- **M./Mme comme membre observateur/trice suppléant(e) pour l'opposition**

Secrétaires :

- Mme Kadija METTIOU, Secrétaire administrative au Service Enseignement francophone en qualité de secrétaire de la Copaloc.
- Mme Noëlla DE VUYST, Secrétaire administrative au Service Enseignement francophone en qualité de secrétaire adjointe de la Copaloc.

Décide :

D'approuver cette proposition de modification et d'ajouts de membres effectifs et suppléants.

20.12.2023/A/0012 **Partenariat entre la Commune et l'A.I.S.S.J. asbl – Approbation de la convention 2024**

Le Conseil communal,

Vu l'octroi annuel par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles de moyens financiers aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin qu'elles puissent mener à bien des actions complémentaires destinées à atteindre plus efficacement et équitablement les objectifs visés par le Décret Missions et en particulier celui d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ;

Vu la nécessité pour les écoles fondamentales et secondaire communales ainsi que pour le Livre Animé de pouvoir disposer des moyens financiers complémentaires non-budgétisés sur le budget communal et qui leur sont annuellement octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles (Encadrement différencié, Aide spécifique aux Directions, Gratuité,...) afin de leur permettre d'atteindre les objectifs précités ;

Vu le projet de Convention établi entre l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl et qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé ;

Décide :

De ratifier la Convention 2024 établie entre l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des

moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl les reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé.

20.12.2023/A/0013 **Avis sur le projet de Plan Directeur d'aménagement (PAD) sur le quartier Maximilien - Vergote**

Mesdames, Messieurs,

La Région Bruxelloise met à l'enquête publique un plan d'aménagement directeur concernant le quartier Maximilien - Vergote. Il s'agit d'un cadre planologique permettant une transformation progressive du tissu urbain et qui donne un programme des affectations, la structuration des voiries, des espaces publics et du paysage, les caractéristiques des constructions.... Ce outil permettra de mettre en œuvre le projet de manière graduelle en fonction des opérateurs et de l'évolution des mesures de mobilité.

Ce quartier s'articule autour du parc Maximilien et s'étant selon un axe Nord-sud le long du canal. Le quartier présente actuellement un aspect urbanistique assez décousu entre espaces ouverts, anciennes friches industrielles, caserne des pompiers, tours de logements sociaux ...

Les enjeux principaux du présent PAD sont les suivants :

- Garantir le lien urbanistique et paysager entre les espaces ouverts et les formes bâties ;
- Restructurer et renforcer les espaces verts et le maillage bleu
- Organiser les différentes mobilités et réduire leurs nuisances au profit des modes actifs de l'usage du parc Maximilien et des relations interquartier
- Garantir un développement résidentiel de qualité, confortable, inclusif et adapté à la mixité fonctionnelle et sociale ;
- Valoriser la force économique locale et le patrimoine comme catalyseur de la revitalisation urbaine et garantir le rayonnement du périmètre vers le reste de la Région ;
- Créer des nouvelles centralités de rayonnement local et régional ;
- Assurer la durabilité et la performance environnementale du quartier et de ses dynamiques

Le PAD s'articule essentiellement autour du réaménagement du parc Maximilien, prévu dans le cadre du CRU 1. Celui-ci fera le lien entre les différents quartiers et les berges du canal en proposant un espace de 80 hectares de qualité.

Le volet réglementaire décrit des usages fonctionnels en fonction des zones, en privilégiant essentiellement le redéveloppement du logement et en privilégiant des rez-de-chaussée actifs en dialogue avec l'espace public afin d'assurer un sentiment de sécurité au quartier.

Des traversées est/ouest sont également privilégiées afin de reconnecter ce quartier au reste du tissu urbain environnant.

Les aménagements favorisant les modes de déplacements doux et une

porosité vélo-piétonne sont également prévu.

En matière d'incidences pour Saint-Josse :

Le projet du PAD Maximilien – Vergote aura en général des incidences positives sur l'ensemble de la Région et les habitants de Saint-Josse, leur offrant à proximité un grand espace vert de qualité ainsi que des possibilités d'activités ludiques et récréatives dans un environnement urbain de qualité.

Cependant, ce projet n'aborde pas et ne règle en rien les problèmes liés à la fréquentation actuelle de ces espaces et en particulier des migrants installés au Parc Maximilien. On peut s'interroger sur l'effet des travaux sur cette population ainsi que le risque de voir ces personnes migrés vers d'autres quartiers et en particulier vers le quartier Nord de Saint-Josse, tout proche

En conséquence, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à émettre l'avis suivant:

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capital du 08/06/2023 adoptant le projet plan d'aménagement directeur « Maximilien - Vergote »
Vu le rapport sur les incidences environnementales établi sur ce projet;
Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et notamment, ses articles 30/1 à 30/11 insérés par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;
Considérant que le projet de plan vise le réaménagement d'un quartier proche de la Commune de Saint-Josse ;
Considérant que ce projet améliorera grandement les qualités écologiques et urbanistiques de la Région ;

Décide:

D'émettre un avis favorable sur le projet de plan d'aménagement directeur « Maximilien - Vergote» sous réserve de la remarque suivante :

- Des mesures d'accompagnement visant à gérer la problématique des populations actuelles occupant le parc Maximilien doivent être prises tant au niveau Régional que fédéral afin d'éviter tout report de cette population dans les quartiers avoisinants.

Advies over het ontwerp van Richtplan van Aanleg (RPA) voor de wijk Maximiliaan - Vergote

Dames en Heren,

Het Brussels Gewest stelt een openbaar onderzoek in naar een richtplan van aanleg voor de wijk Maximiliaan-Vergote. Het gaat om een planologisch kader voor de geleidelijke transformatie van het stedelijk weefsel met een bestemmingsprogramma, de structurering van de wegen, de openbare ruimte en het landschap, de kenmerken van de bouwwerken

Dit instrument zal toelaten om het ontwerp geleidelijk uit te voeren, in functie van de operatoren en de evolutie van de mobiliteitsmaatregelen.

Deze wijk is opgebouwd rond het Maximiliaanpark en strekt zich in noord-zuidrichting uit langs het kanaal. Momenteel heeft de wijk een nogal onsamenhangend stedelijk uitzicht, met open ruimten, voormalige industriële braakliggende terreinen, brandweerkazernes, sociale woontorens...

De belangrijkste uitdagingen van dit RPA zijn de volgende :

- De link tussen stad en landschap garanderen bij de open ruimten en de bebouwde vormen ;
- De groene ruimten en het blauwe netwerk herstructureren en verbeteren ;
- De verschillende soorten mobiliteit organiseren en de milieuhinder ervan beperken ten voordele van actieve verplaatsingswijzen, het gebruik van het Maximiliaanpark en de banden tussen wijken ;
- Een kwaliteitsvolle, comfortabele en inclusieve residentiële ontwikkeling verzekeren die is aangepast aan de functionele en sociale gemengdheid ;
- De lokale economische kracht en het erfgoed inzetten als katalysator voor de stedelijke herwaardering en de uitstraling van de perimeter naar de rest van het Gewest waarborgen ;
- Nieuwe kernen creëren met lokale en regionale uitstraling ;
- Toezien op de duurzaamheid en de milieuprestaties en dynamiek in de wijk.

Het belangrijkste aandachtspunt van het RPA is de heraanleg van het Maximiliaanpark, voorzien in het kader van SVC 1. Dit park zal een verbinding vormen tussen de verschillende wijken en de oevers van het kanaal en biedt een ruimte van 80 hectare van hoge kwaliteit.

Het regelgevend kader beschrijft de functionele gebruiksmogelijkheden volgens de zones, waarbij vooral prioriteit wordt gegeven aan de herontwikkeling van woningen en actieve benedenverdiepingen in dialoog met de openbare ruimte om een gevoel van veiligheid in de wijk te garanderen.

Tevens wordt de voorkeur gegeven aan oost-westverbindingen om deze wijk opnieuw te verbinden met de rest van het omliggende stedelijke weefsel.

Er worden ook inrichtingen voorzien om zachte vervoersmodi en een voetgangers-/fietsnetwerk aan te moedigen.

Wat de gevolgen voor Sint-Joost betreft :

Het ontwerp van RPA Maximiliaan - Vergote zal over het algemeen een positieve impact hebben op het Gewest als geheel en op de inwoners van Sint-Joost, omdat het hen een grote kwalitatieve groene ruimte in de buurt biedt, evenals mogelijkheden voor vrijetijdsbesteding en recreatie in een kwaliteitsvolle stedelijke omgeving.

Dit project biedt echter geen enkele oplossing voor de problemen die gepaard gaan met het huidige gebruik van deze ruimten, in het bijzonder door migranten die zich in het Maximiliaanpark hebben gevestigd. We kunnen ons vragen stellen over wat het effect van de werken op deze bevolking zal zijn en over het risico dat deze personen naar andere wijken zullen trekken, in het bijzonder naar de nabijgelegen Noordwijk van Sint-Joost.

Bijgevolg verzoeken wij u, dames en heren, het volgende advies uit te brengen:

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 08/06/2023 houdende goedkeuring van het ontwerp van richtplan van aanleg "Maximiliaan – Vergote" ;

Gelet op het milieueffectenrapport dat over dit ontwerp werd opgesteld ;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en in het bijzonder de artikelen 30/1 tot 30/11 ingevoegd bij de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen ;

Overwegende dat het ontwerpplan tot doel heeft een wijk in de nabijheid van de Gemeente Sint-Joost opnieuw in te richten ;

Overwegende dat dit project de ecologische en stedelijke kwaliteiten van het Gewest aanzienlijk zal verbeteren ;

Beslist :

Om een gunstig advies uit te brengen over het ontwerp van richtplan van aanleg "Maximiliaan - Vergote", onder voorbehoud van de volgende opmerking :

- Er moeten begeleidende maatregelen worden genomen op zowel gewestelijk als federaal niveau om het probleem van de huidige bevolking die in het Maximiliaanpark verblijft aan te pakken, om te voorkomen dat deze bevolking naar naburige wijken verhuist.

20.12.2023/A/0014 **Département Relation Internationale et Coopération; Octroi d'un subside à la Fondation "Daughters for Life" qui vise à promouvoir l'éducation des filles et des jeunes femmes au Moyen-Orient.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 15 novembre 2023, allouant un crédit de 2.00,00 € au service ordinaire du budget 2023 à l'article 1500/332-02 en vue d'octroyer un subside aux associations internationales;

Considérant la Politique internationale de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant le rôle actif de la Commune dans le domaine de la Coopération au développement ;

Vu que la Fondation "Daughters for Life" a été créée en 2010, pour mettre en œuvre des opportunités d'éducation accessibles pour les jeunes femmes du Moyen-Orient et les aide à devenir des femmes fortes et bien informées, capables de s'exprimer et de changer leurs communautés et la face du monde;

Vu qu'une branche européenne de la Fondation « Daughters for Life Europe » a été créée à Bruxelles (Belgique) en novembre 2021.

<https://daughtersforlife.com/about-us/dfl-europe/> s'efforce de défendre, de promouvoir et d'assurer une éducation de haute qualité pour les filles et les jeunes femmes du Moyen-Orient;

Vu que cette fondation est une organisation indépendante à but non lucratif, composée de personnes convaincues que l'éducation, en particulier pour les filles et les jeunes femmes, est la pierre angulaire de sociétés pacifiques, justes et durables;

Considérant qu'une demande de subside a été faite par la Fondation "Daughters for Life" pour participer à la gestion de son nouveau siège à Bruxelles ;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Décide,

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à octroyer un subside de 2.000,00 € au nom de la Fondation « Daughters for Life Europe », Siège social :

Fondation « Daughters for Life Europe »
1 Grand Place, 1000 Bruxelles, Belgique

D'autoriser Monsieur le Receveur communal à liquider le montant de 2000€, à la Fondation telle que détaillée ci-dessous, sur l'article budgétaire 1500/332-02 du budget ordinaire de 2023.

Departement Internationale Betrekkingen en Samenwerking; Toekenning van een subsidie aan de Stichting "Daughters for Life" ter bevordering van het onderwijs aan meisjes en jonge vrouwen in het Midden-Oosten.

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 novembre 2023, waarbij een krediet van 2.000,00 € wordt toegewezen aan de gewone dienst van de begroting 2023 op artikel 1500/332-02 om een subsidie te verlenen aan internationale verenigingen;

Overwegende het Internationale beleid van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende de actieve rol van de Gemeente in het domein van Ontwikkelingssamenwerking;

Gezien de Stichting "Daughters for Life" in 2010 werd opgericht, om toegankelijke opleidingsmogelijkheden te bieden aan jonge vrouwen in het Midden-Oosten en hen te helpen sterke en goed geïnformeerde vrouwen te worden, die in staat zijn zich te uiten en hun gemeenschap en de samenleving te veranderen;

Gezien een Europese tak van de Stichting "Daughters for Life Europe" werd opgericht in Brussel (België) in november 2021. <https://daughtersforlife.com/about-us/dfl-europe/> streeft naar het

bepleiten, bevorderen en waarborgen van kwalitatief hoogstaand onderwijs voor meisjes en jonge vrouwen in het Midden-Oosten;
Gezien deze stichting een onafhankelijke organisatie is zonder winstoogmerk, bestaande uit personen die geloven dat onderwijs, in het bijzonder voor meisjes en jonge vrouwen, de hoeksteen is van vreedzame, rechtvaardige en duurzame samenlevingen;
Overwegende dat de Stichting "Daughters for Life" een subsidieaanvraag heeft ingediend om haar nieuwe hoofdzetel in Brussel te helpen beheren;
Overwegende dat de subsidie uitsluitend bestemd is voor de doelstellingen van genoemde vereniging overeenkomstig artikel 3 en 4 van de wet van 14 november 1983 ;

Beslist,

Om het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om een subsidie van 2.000,00€ toe te kennen op naam van de Stichting « Daughters for Life Europe », Maatschappelijke zetel :

Stichting « Daughters for Life Europe »
1 Grote Markt, 1000 Brussel - België

Om Mijnheer de Gemeenteontvanger toe te staan het bedrag uit te betalen van 2000€ aan de Stichting zoals hieronder uiteengezet, op begrotingsartikel 1500/332-02 van de gewone begroting voor 2023.

20.12.2023/A/0015 **Onderhoudskosten aangaande het Brussels Netwerk van Ondersteuning Brusselse bibliotheken (OBib)**

De Gemeenteraad,

Gelet op het decreet Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012, met inbegrip van de latere wijzigingen;

Gelet op de intentieverklaring van de Gemeenteraad om conform te zijn met het voornoemde decreet en bijhorende latere wijzigingen;

Gelet op het convenant dat afgesloten werd op 29 april 2010 met de Vlaamse Gemeenschapscommissie, waarin het gemeentebestuur haar akkoord geeft om een jaarlijkse bijdrage te betalen voor de onderhouds - en netwerkkosten (= vroeger BruNO);

Overwegende dat het aangewezen is om de aansluiting op het Netwerk Obib, te behouden;

Gezien de bijgevoegde raming 2023 (Bibliotheekportalen, Telecom en onderhoudskosten), waar de VGC de Gemeente uitnodigd om in totaal €2.657,27 kredieten te voorzien betreffende de voornoemde prestaties;

Overwegende dat de VGC zich baseert op een jaarlijkse raming, zodat de Gemeente aan de hand van een schuldvordering de netwerkkosten en het onderhoud van het Obib-netwerk betaald voor het dienstjaar 2023 en ook voor de latere jaren;

Overwegende het bovenstaande, is het aangewezen om telkens rekening te houden met een jaarlijkse indexering van de bijdrage op de OBIB-netwerkkosten (geraamd tarief 2023 : €2.657,27);

Beslist:

- om de aansluiting op het Netwerk Obib te behouden en om de jaarlijkse bijdrage te betalen (voor 2023: €2.657,27) ;
- om telkens rekening te houden met een jaarlijkse indexering van de bijdrage betreffende de aansluiting op het Netwerk Obib(tarif van 2023 : €2.657,27 , tarif voor 2024 te ramen op : €2.788,02) door kredieten te voorzien binnen het begrotingsartikel 7671/123-13 van de begroting 2023 en ook voor de latere dienstjaren;
- om het nodige te doen om het begrotingsartikel te voorzien van voldoende kredieten zodanig de facturen aangaande het behoud aan het Obib -Netwerk betaald kunnen worden;
- om onder voorbehoud van een goedgekeurde begroting, telkens de schuldvorderingen betreffende de netwerk- en onderhoudskosten 2023 ook de latere dienstjaren, te betalen via het begrotingsartikel 7671/123-13 en de verschuldigde bedragen over te schrijven op het bankrekeningnummer van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (= OBib), Emile Jacqmainlaan 135 te 1000 Brussel, ondernemingsnummer 0240682635, IBANBE30 0910 0155 9911 BICGKCCBEBB.

20.12.2023/A/0016 **DRU ; Cellule Maison des Cultures ; « Préparation Carnaval 2024 » ; Subsidies communaux 2023 inférieurs à 1250, - euros ; Répartition.**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil communal du 27 septembre 2023 d'approuver le budget communal 2023 ainsi que son approbation par la tutelle en date du 6 novembre 2023 afin de le rendre exécutoire ;

Vu l'approbation dans l'exercice ordinaire de ce budget 2023 d'un crédit de 10.000 € imputé à l'article 7623/332.02 qui sert à octroyer un subside annuel aux projets de la Maison des Cultures, organisatrice du Carnaval communal de Saint-Josse ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 juin 2008 approuvant le règlement communal sur la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'il est proposé que ce montant soit alloué aux associations tennodoises qui s'investissent dans la création d'un groupe au visuel festif pour le Carnaval, composé par le public de leur association et représentant celle-ci dans les rues de Saint-Josse ;

Vu que le crédit budgétaire pour les subsides communaux est suffisant ;

Vu les dossiers de candidature en vue de l'obtention d'un subside communal « Préparation Carnaval 2024 » par les associations reprises ci-dessous ;

Sur proposition du Collège ;

Décide :

D'octroyer un subside inférieur à 1.250,- euros aux associations suivantes :

Annahl asbl : 1245,-euros
Rue de la Poste, 29 - 1210 Bruxelles
N° Entreprise : 821 508 440
Compte bancaire : BE18 7805 9113 2965
Responsable : M. Mohamed Achmed

Ateliers Mommen asbl : 1245,-euros
Rue de la Charité, 37 - 1210 Bruxelles
N° Entreprise : 869 888 971

Compte bancaire : BE55 0682 4144 4444
Responsable : M. Martin Wautié

Centre pédagogique Paroles asbl : 1245,-euros
Chaussée de Haecht, 37-41 - 1210 Bruxelles
N° Entreprise : 460 346 954
Compte bancaire : BE31-142-0511317-55
Responsable : Mme Aicha Ramouch

Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw : 1245,-euros
Gemeentestraat 25 - 1210 Sint-Joost-Ten-Node
RPR Brussel : 448 851 563
Compte bancaire : BE75 7340 1652 3351
Verantwoordelijk: M. Patrick Moyersoen

Inser'Action asbl : 1245,-euros
Rue Saint-François, 48 – 1210 Bruxelles
N° Entreprise : 443 874 869
Compte bancaire : BE 95 3100 9789 9358
Responsable : M. Ali Abba

La Ruelle asbl : 1245,-euros
Rue des Deux Eglises, 103 – 1210 Bruxelles
N° Entreprise : 445 148 638
Compte bancaire : BE45 3100 6679 4589
Responsable : M. Yves Gaffarel

La Voix des Femmes : 1245,-euros
Rue de l'Alliance, 20 à 1210 Bruxelles
N° Entreprise : 434 435 086
Compte bancaire : BE34 879 2493601 90
Responsable : Mme Maria Miguel-Sierra

SIMA asbl : 1245,-euros
Rue Brialmont, 21 - 1210 Bruxelles
N° Entreprise : 423 966 412
Compte bancaire : BE05 6354 2817 0175
Responsable : M. Ali Cicek

Le montant total de ces subsides est de 9.960,- euros
Exercice : 2023 - Article : 7623/332-02

Par ailleurs, conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, la subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser à la promotion d'activités utiles à l'intérêt général. Le Collège échevinal pourra, s'il l'estime nécessaire, solliciter en tous temps une justification de l'utilisation adéquate de la subvention.

Le montant de la subvention est liquidé en une fois.

**DSV ; Cel Huis van Culturen ; « Voorbereiding van Carnaval 2024 » ;
Gemeentelijke subsidies 2023 van minder dan 1250, - euro ; Verdeling.**

De Raad,

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 27 september 2023 om de gemeentelijke begroting 2023 goed te keuren alsook de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid op 6 november 2023 om deze uitvoerbaar te maken ;

Gelet op de goedkeuring op het gewone dienstjaar van deze begroting 2023 van een krediet van 10.000 € ingeschreven op artikel 7623/332.02, dat gebruikt wordt om een jaarlijkse subsidie toe te kennen aan de projecten van het Huis van Culturen, organisator van het Gemeentelijk Carnaval van Sint-Joost ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18 juni 2008 houdende goedkeuring van de gemeentelijke verordening over de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om dit bedrag toe te kennen aan de Tennoodse verenigingen die investeren in de oprichting van een feestelijke groep voor het Carnaval, samengesteld uit leden van hun vereniging en die deze vertegenwoordigen in de straten van Sint-Joost ;

Gelet op het feit dat het begrotingskrediet voor gemeentelijke subsidies voldoende is ;

Gelet op de kandidatuurdoSSIers met het oog op het bekomen van een gemeentelijke subsidie voor "Voorbereiding van Carnaval 2024" van de hieronder vermelde verenigingen ;

Op voorstel van het College ;

Beslist :

Om een subsidie toe te kennen van minder dan 1.250,- euro aan de volgende verenigingen :

Annahl vzw : 1245,-euro
Poststraat 29 - 1210 Brussel
Ondernemingsnr. : 821 508 440
Bankrekeningnr. : BE18 7805 9113 2965
Verantwoordelijke : Dhr. Mohamed Achmed

Mommen ateliers vzw : 1245,-euro
Liefdadigheidsstraat 37 - 1210 Brussel
Ondernemingsnr. : 869 888 971
Bankrekeningnr. : BE55 0682 4144 4444
Verantwoordelijke : Dhr. Martin Wautié

Centre pédagogique Paroles asbl : 1245,-euro
Haachtsesteenweg 37-41 - 1210 Brussel
Ondernemingsnr. : 460 346 954
Bankrekeningnr. : BE31-142-0511317-55
Verantwoordelijke : Mevr. Aicha Ramouch

Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw : 1245,-euro
Gemeentestraat 25 - 1210 Sint-Joost-Ten-Node
Ondernemingsnr. : 448 851 563
Bankrekeningnr. : BE75 7340 1652 3351
Verantwoordelijke : Dhr. Patrick Moyersoën

Inser'Action asbl : 1245,-euro
Sint-Franciscusstraat 48 – 1210 Brussel
Ondernemingsnr. : 443 874 869

Bankrekeningnr. : BE 95 3100 9789 9358
Verantwoordelijke : Dhr. Ali Abba

La Ruelle asbl : 1245,-euro
Tweekerkenstraat 103 – 1210 Brussel
Ondernemingsnr. : 445 148 638
Bankrekeningnr. : BE45 3100 6679 4589
Verantwoordelijke : Dhr. Yves Gaffarel

La Voix des Femmes : 1245,-euro
Verbondstraat 20 te 1210 Brussel
Ondernemingsnr. : 434 435 086
Bankrekeningnr. : BE34 879 2493601 90
Verantwoordelijke : Mevr. Maria Miguel-Sierra

SIMA asbl : 1245,-euro
Brialmontstraat 21 - 1210 Brussel
Ondernemingsnr. : 423 966 412
Bankrekeningnr. : BE05 6354 2817 0175
Verantwoordelijke : Dhr. Ali Cicek

Het totaal van deze subsidies bedraagt 9.960,- euro
Dienstjaar : 2023 - Artikel : 7623/332-02

Tevens wordt de subsidie, overeenkomstig de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies, toegekend om de kosten geheel of gedeeltelijk te dekken die de begunstigde organisatie of persoon draagt voor de verwezenlijking van haar statutair doel, dat moet gericht zijn op de bevordering van activiteiten van algemeen nut. Het Schepencollege kan, indien het dit nodig acht, op elk ogenblik een verantwoording vragen dat de subsidie goed werd gebruikt.

Het bedrag van de subsidie wordt in één keer uitbetaald.

20.12.2023/A/0017 **Subsides aux associations culturelles; exercice 2023**

Le Conseil,

Attendu que les subsides aux associations culturelles 2023 seront liquidés;
Vu la mise en candidature de 10 associations culturelles existantes sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek et Bruxelles, qui ont répondu avec un dossier complet de demandes de subsides pour l'exercice 2023;

- Union des Centres Culturels Islamiques de Belgique (Mosquée Selimiye): rue Saint-Josse 9/ rue Charles Demer 1-3,1020 Bxl;
- Mosquée l'Imam Malik/Association culturelle de l'enseignement et de l'éducation: du Moulin, 68;
- Mosquée El Hazar: rue Saint-Francois, 72;
- Centre culturel "Le Saint-Josse"; rue Braemt, 15;
- Mosquée Fatih: Chaussée de Haecht, 88;
- Fédération Islamique de Belgique (Union de l'Islam de Bruxelles): Chaussée de H 124-126;
- FEPAB- Eglise de la Fraternité Evangélique de Pentecote en Afrique et en Belgique: Brialmont 7;
- Centre spirituel culturel roumain « Saint Parascheva »: rue de la Charité, 41;

- L'Association de Foi et Pratique de la religion Islamique (AFPRI): rue massaux, 6;
- Fédération des Amis de la Morale Laïque: rue de la Croix de fer, 60-62;

Décide:

D'affecter les subsides aux 10 associations culturelles 2023, à imputer à l'article budgétaire 8320/332/02, aux associations reprises ci-dessus, à raison de 5.252,50 € chacune.

Subsidies aan de erediensverenigingen; dienstjaar 2023

De Raad,

Overwegende dat de subsidies aan de erediensverenigingen 2023 zullen worden uitbetaald ;

Gelet op de kandidaatstelling van 10 bestaande erediensverenigingen op het grondgebied van Sint-Joost-ten-Node en Schaarbeek, die hebben geantwoord met een volledig dossier met subsidieaanvragen voor dienstjaar 2023;

- Union des Centres Culturels Islamiques de Belgique (Mosquée Selimiye): rue Sair Josse 9/ rue Charles Demeer 1-3,1020 Bxl
- Mosquée l'Imam Malik/Association culturelle de l'enseignement et de l'éducation: r du Moulin, 68
- Mosquée El Hazar: rue Saint-Francois, 72
- Centre culturel "Le Saint-Josse"; rue Braemt, 15
- Mosquée Fatih: Chaussée de Haecht, 88
- Fédération Islamique de Belgique (Union de l'Islam de Bruxelles): Chaussée de H 124-126
- FEPAB- Eglise de la Fraternité Evangélique de Pentecote en Afrique et en Belgique: Brialmont 7
- Centre spirituel culturel roumain « Saint Parascheva »: rue de la Charité, 41
- L'Association de Foi et Pratique de la religion Islamique (AFPRI): rue massaux, 6
- Fédération des Amis de la Morale Laïque: rue de la Croix de fer, 60-62

Beslist:

Om de subsidies toe te kennen aan de 10 erediensverenigingen 2023, in te schrijven op begrotingsartikel 8320/332/02, aan de bovenvermelde verenigingen, voor 5.252,50 € elk.

20.12.2023/A/0018 **Subsidies communaux – exercice 2023; désignation des bénéficiaires et fixation des montants.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :

Saint-Josse-ten-Noode, le 21 novembre 2023,

Mesdames, Messieurs,

Notre Commune octroie chaque année des subsides à diverses associations, lesquels font l'objet d'une inscription d'un crédit dans le budget communal.

Il convient à présent de désigner les différents bénéficiaires et de fixer le montant de

chaque subside pour cette année 2023.

A cet effet, nous vous proposons en annexe une liste reprenant le nom du bénéficiaire, le montant ainsi que l'article budgétaire permettant la liquidation du subside.

Nous nous permettons de vous signaler qu'une série de subsides devront encore faire l'objet d'une répartition du Conseil en fonction notamment des demandes exprimées, des projets présentés, du dynamisme des associations...

Les crédits budgétaires concernés par cette répartition ultérieure sont les suivants:

<i>Article</i>	<i>Nom de l'association</i>	<i>Montant subside en €</i>
1500/332.02	Relation avec l'étranger : subsides aux organismes et aux ménages	2.000
5200/332.02 Commerce/artisanat/indust.: subsides	Subsides en faveur des associations de commerçants	3.750
7612/332.02	Subsides aux mouvements de jeunesse	9.600
7623/332.02	Subsides projets MCCS	10.000
7630/332.02 Fêtes et manifestations : subsides	Comités de Quartier	400
7642/332.02	Subsides aux associations sportives	48.658

<i>Article</i>	<i>Nom de l'association</i>	<i>Montant subside en €</i>
8320/332.02	Subsides aux associations culturelles	52.525
8400/332.02	Action Sociale et Citoyenne : subsides aux organismes au service des ménages	3.650

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer, Mesdames, Messieurs, d'approuver la liste des subsides communaux pour l'exercice 2023, telle qu'elle se trouve annexée au présent rapport.

Gemeentelijke subsidies - Dienstjaar 2023; Aanduiding van de begunstigden en bepaling van de bedragen.

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht :

Sint-Joost-ten-Node, 21 november 2023,

Mevrouwen, Mijne Heren,

Onze gemeente wijst elk jaar subsidies aan verschillende instellingen toe. Voor elk subsidie wordt een krediet in de gemeentebegroting ingeschreven.

Nu moeten de verschillende begunstigden worden aangeduid en het bedrag van elk subsidie voor het jaar 2023 bepaald.

In dat opzicht stellen wij U in bijlage voor een lijst met de naam van de begunstigde, het bedrag en het begrotingsartikel dat de berekening van het subsidie mogelijk maakt.

Met dit schrijven delen wij U mede dat een aantal subsidies nog steeds toegewezen aan de Raad moeten worden met name naar de verschillende aanvragen, de voorgestelde ontwerpen, de dynamiek van de instellingen...

Volgende begrotingskredieten zullen dus het gevolg zijn van een latere toewijzing:

<i>Artikel</i>	<i>Naam van de begunstigde</i>	<i>Bedrag subsidie (€)</i>
----------------	--------------------------------	----------------------------

<i>Artikel</i>	<i>Naam van de begunstigde</i>	<i>Bedrag subsidie (€)</i>
1500/332.02	Relatie met het buitenland : subsidie aan organismen en gezinnen	2.000
5200/332.02 Handel/ambachten/industrie:toelagen	Subsidie aan handelsinstellingen	3.750
7612/332.02	Subsidie aan jeugdinstellingen	9.600
7623/332.02	Subsidie projecten van HCSC	10.000
7630/332.02 Feesten en plechtigheden: toelagen	Wijkcomites	400
7642/332.02	Subsidie aan sportsinstellingen	48.658
8320/332.02	Subsidie aan eredienstinstellingen	52.525
8400/332.02	Sociale en Burgelijke Actie : subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen	3.650

Bijgevolg hebben wij de eer U voor te stellen, Mevrouwen, Mijne Heren, de hierbij

ingesloten lijst van de gemeentelijke subsidies voor het dienstjaar 2023 goed te keuren.

20.12.2023/A/0019 **Association de jeunesse; octroi de subsides pour 2023.**

Le Conseil,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre 2023 ;

Vu la proposition du Conseil communal d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales;

Vu que l'association " CENTRE PÉDAGOGIQUE PAROLES" a fourni son formulaire de candidature, avec en annexe les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit (1200.00 €) est disponible sur l'article 7612/332-02 du budget ordinaire 2023 ;

CENTRE PÉDAGOGIQUE PAROLES
37-39-41 Chaussée de Haecht-1210 Bruxelles
Responsable : Ramouch Aicha
7612/332/02 : 1200 €

Décide :

D'allouer le subside (1200.00 €) à l'association telle que détaillés ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2023.

Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2023.

De Raad,

Gelet op de goedkeuring van de subsidiebegroting door de toezichthoudende overheid op 06 november 2023;

Gezien het voorstel van het Gemeenteraad dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen ;

Gezien dat "het Pedagogisch Centrum Paroles" haar kandidatuursformulier voor het dienstjaar 2023 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken ;

Aangezien het krediet (1200.00 €) beschikbaar is op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2023;

CENTRE PÉDAGOGIQUE PAROLES
37-39-41 Haachtsesteenweg - 1210 Brussel
Verantwoordelijke : Mevrouw Ramouch Aicha
7612/332/02 : 1200 €

Beslist :

De subsidie (1200.00 €) aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2023.

Le Conseil,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre 2023;

Vu la proposition du Collège d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales ;

Vu que l'association Centre "communautaire Ten Noey" a fourni son formulaire de candidature avec en annexe, les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit est disponible sur l'article 7612/332-02, du budget ordinaire 2023 ;

Gemeenschapscentrum Ten Noey
Rue de la Commune, 25 à 1210 Bruxelles
Responsable : M. Moyersoen Patrick
7612/332/02 : 1200 €

Décide :

D'allouer les subsides à l'association telle que détaillés ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2023.

Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2023.

De Raad,

Gelet op de goedkeuring van de subsidiebegroting door de toezichthoude overheid op 06 november 2023 ;

Gezien het voorstel van het College dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen ;

Gezien dat 'Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw' haar kandidatuursformulier voor het dienstjaar 2023 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken ;

Aangezien het krediet beschikbaar is

Gemeenschapscentrum Ten Noey
Gemeentestraat n°25, 1210 Brussel
Verantwoordelijke : Mijnheer Moyersoen Patrick
7612/332/02 : 1200 €

Beslist :

De subsidies aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2023.

Le Conseil,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre 2023 ;

Vu la proposition du Conseil communal d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales;

Vu que l'association "Avenir ASBL" a fourni son formulaire de candidature, avec en annexe les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit (1200.00 €) est disponible sur l'article 7612/332-02 du budget ordinaire 2023 ;

Avenir ASBL

Rue du Moulin n° 150, 1210 Bruxelles

Responsable : El Kharaj Hafid

7612/332/02 : 1200 €

Décide :

D'allouer le subside (1200.00 €) à l'association telle que détaillés ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2023.

Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2023.

De Raad,

Gelet op de goedkeuring van de subsidiebegroting door de toezichhoudende overheid op 06 november 2023;

Gezien het voorstel van het Gemeenteraad dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen ;

Gezien dat "Avenir vzw" haar kandidatuursformulier voor het dienstjaar 2023 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken ;

Aangezien het krediet (1200.00 €) beschikbaar is op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2023;

Avenir VZW

Moulinstraat nr. 150, 1210 Brussel

Verantwoordelijke persoon: El Kharaj Hafid

7612/332/02 : 1200 €

Beslist :

De subsidie (1200.00 €) aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2023.

20.12.2023/A/0022 Associations de jeunesse : octroi de subsides pour 2023.

Le Conseil,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre 2023 ;

Vu la proposition du Conseil communal d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales;

Vu que l'association "Apprenti-Sage asbl" a fourni son formulaire de candidature, avec en annexe les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit (1200.00 €) est disponible sur l'article 7612/332-02 du budget ordinaire 2023 ;

Apprenti-Sage ASBL

Rue verte, 46, 1210 Bruxelles

Responsable : Mme Bouzalmad Houda

7612/332/02 : 1200 €

Décide :

D'allouer le subside (1200.00 €) à l'association telle que détaillés ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2023.

Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2022.

De Raad,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre 2023 ;

Vu la proposition du Conseil communal d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales;

Vu que l'association “ Apprenti-Sage vzw” a fourni son formulaire de candidature, avec en annexe les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit (1200.00 €) est disponible sur l'article 7612/332-02 du budget ordinaire 2023 ;

Apprenti-Sage VZW

Wervelstraat 46, 1210 Brussel

Verantwoordelijke persoon: mevrouw Bouzalmad Houda

7612/332/02 : 1200 €

Beslist :

De subsidie (1200.00 €) aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2023.

20.12.2023/A/0023 Associations de jeunesse : octroi de subsides pour 2023.

Le Conseil,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre 2023 ;

Vu la proposition du Conseil communal d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales;

Vu que l'association “ La Ruelle ASBL” a fourni son formulaire de candidature, avec en annexe les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit (1200.00 €) est disponible sur l'article 7612/332-02 du budget ordinaire 2023 ;

LA RUELLE ASBL

Rue Saint-Alphonse n°20, 1210 Bruxelles

Responsable : Madame Christine Pauporte

7612/332/02 : 1200 €

Décide :

d'allouer le subside (1200.00 €) à l'association telle que détaillés ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2023.

Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2023.

De Raad,

Gelet op de goedkeuring van de subsidiebegroting door de toezichhoudende overheid op 06 november 2023;

Gezien het voorstel van het Gemeenteraad dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen ;

Gezien dat “La Ruelle ASBL” haar kandidatuursformulier voor het dienstjaar 2023 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken ;

Aangezien het krediet (1200.00 €) beschikbaar is op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2023;

LA RUELLE ASBL

Sint-Alphonsestraat n°20, 1210 Bruxelles

Verantwoordelijke : Mevrouw Christine Pauporte

7612/332/02 : 1200 €

Beslist :

de subsidie (1200.00 €) aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2023.

20.12.2023/A/0024 **Associations de jeunesse : octroi de subsides pour 2023.**

Le Conseil,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre 2023 ;

Vu la proposition du Conseil communal d'octroyer ce budget aux associations de jeunesse locales;

Vu que l'association Inser 'Action asbl a fourni son formulaire de candidature, avec en annexe les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit est disponible sur l'article 7612/332-02 du budget ordinaire 2023 ;

Inser'Action ASBL

Rue Saint-François n° 48, 1210 Bruxelles

Responsable : GIELE Freddy

7612/332/02 : 1200 €

Décide :

D'allouer le subside (1200.00 €) à l'association telle que détaillés ci-dessus, sur l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2023.

Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2023.

De Raad,

Gelet op de goedkeuring van de subsidiebegroting door de
toezichthoudende overheid op 06 november 2023;

Gezien het voorstel van het Gemeenteraad dit bedrag toe te kennen aan
de volgende lokale jeugdverenigingen ;

Gezien dat “Inser'Action vzw” haar kandidatuursformulier voor het
dienstjaar 2023 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken ;

Aangezien het krediet beschikbaar is op het artikel 7612/332/02 van de
gewone dienst van de begroting 2023;

Inser'Action VZW

Sint-Franciscusstraat nr. 48, 1210 Brussel

Verantwoordelijke persoon: GIELE Freddy

7612/332/02 : 1200 €

Beslist :

De subsidie (1200.00 €) aan de vereniging zoals hierboven beschreven,
toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone
dienst van het jaar 2023.

20.12.2023/A/0025 Associations de jeunesse : octroi de subsides pour 2023.

Le Conseil,

Vu l'approbation du budget des subsides par la tutelle du 06 novembre
2023 ;

Vu la proposition du Conseil communal d'octroyer ce budget aux
associations de jeunesse locales;

Vu que l'association “Jeunes Côteaux ASBL” a fourni son formulaire de
candidature, avec en annexe les documents comptables nécessaires ;

Attendu que le crédit est disponible sur l'article 7612/332-02 du budget
ordinaire 2023 ;

Jeunes Côteaux ASBL (paroisse Saint-Josse/ Groupe jeunes)

Chaussée de Louvain, 991210 Bruxelles

Responsable : Mme Flora Acedos

7612/332/02 : 1200 €

Décide :

D'allouer les subsides à l'association telle que détaillés ci-dessus, sur
l'article budgétaire 7612/332/02 du service ordinaire de l'année 2023.

Jeugdverenigingen; toekenning van een toelage in 2023.

De Raad,

Gelet op de goedkeuring van de subsidiebegroting door de toezichhoudende overheid op 06 november 2023;
Gezien het voorstel van het Gemeenteraad dit bedrag toe te kennen aan de volgende lokale jeugdverenigingen ;
Gezien dat “Jeunes Côteaux vzw” haar kandidatuursformulier voor het dienstjaar 2023 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken ;
Aangezien het krediet beschikbaar is op het artikel 7612/332/02 van de gewone dienst van de begroting 2023;

Jeunes Côteaux VZW (St-Josse parochie jeugd groepen)

Levensesteeweg, 991210 Brusse

Verantwoordelijke persoon: mevrouw Flora Acedos

7612/332/02 : 1200 €

Beslist :

De subsidies (1200.00 €) aan de vereniging zoals hierboven beschreven, toe te kennen, op het begrotingsartikel 7612/332/02 van de gewone dienst van het jaar 2023.

20.12.2023/A/0026 **Affaires néerlandophones; subsides culturels – subvention entre 1250€ et 12.500€ pour l'année 2023; asbl "Centre communautaire Ten Noey".**

Le Conseil,

Vu la Loi du 14 novembre 1983 concernant le contrôle sur l'octroi et l'emploi de certains subsides et plus particulièrement les articles 3 et 4 de cette loi;

Vu le règlement communal concernant l'octroi et le contrôle de l'emploi des subsides approuvés par le Conseil Communal en sa séance du 18 juin 2008;

Vu l'article 2 du règlement susmentionné, par lequel les subsides octroyés auxquels les associations culturelles pourraient bénéficier pour la réalisation de but statutaire et en même doivent être conforme à la loi du 14 novembre 1983;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins sous couvert du règlement, peut vérifier si les associations culturelles ne réalise aucun bénéfice grâce à la subvention;

Vu que en cas de non-respect du règlement, le paiement du subside pour l'année en cours peut être suspendu;

Vu le budget qui a été approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 27 septembre 2023;

Vu l'octroi des subsides aux associations culturelles sur différents articles du budget 2023 approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 20 décembre 2023;

Vu qu'un subside pour un montant de 6.500 € peut être octroyé via l'article budgétaire 7622/332/02 du budget ordinaire pour l'année comptable 2023;

Étant donné que l'association Centre communautaire Ten Noey' a fourni son formulaire de candidature avec en annexe les documents comptables nécessaires pour l'année 2023 en date du 24 novembre 2023;

Décide,

que étant donné que l'Asbl « Centre communautaire Ten Noey » situé à la Rue de la Commune 25, à Saint-Josse-ten-Noode, répond à toutes les conditions afin de pouvoir bénéficier d'un subside culturel;

1. l'octroi de 6.500 € à l'Asbl « Centre communautaire Ten Noey » au compte bancaire BE75 734016523351, sous la référence « Subside 2023 »;

2. d'inscrire la dépense sur l'article budgétaire 7622/332/02 du budget ordinaire de l'année comptable 2023.

Nederlandstalige Aangelegenheden; Culturele instellingen – subsidie tussen €1250€ en 12.500€ voor het jaar 2023; vzw "Gemeenschapscentrum Ten Noey".

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van bepaalde toelagen en meer bepaald, bij de artikels 3 en 4 van die wet; Gelet op het Gemeentereglement betreffende de toekenning en de controle van de aanwending van de toelagen dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 18 juni 2008;

Gelet op artikel 2 van het voornoemde reglement, waarbij de subsidiëring toegekend kan worden aan culturele instellingen voor de realisatie van zijn statutair doel en bovendien conform moeten zijn aan de wetregels van 14 november 1983;

Gelet dat het College van burgemeester en Schepenen, conform het Gemeentereglement, het recht heeft om de culturele instellingen te controleren om na te gaan dat er geen winst geboekt wordt dankzij de subsidiëring;

Gelet dat in geval van het niet-respecteren van het gemeentereglement, de betaling van de toelage voor het lopende dienstjaar opgeschort kan worden;

Gelet op de goedkeuring van het budget door het Gemeenteraad in zijn zitting van 27 september 2023 ;

Gelet op de toekenning van de toelage aan de culturele instellingen op verschillende artikels van het budget 2023 door de gemeenteraad in zijn zitting van 20 december 2023;

Gelet dat er een toelage ter hoogte van 6.500 € toegekend kan worden via het begrotingsartikel 7622/332/02 van de gewone begroting, dienstjaar 2023;

Gezien dat 'Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw' haar kandidatuursformulier voor het dienstjaar 2023 met de bijhorende boekhoudkundige bewijsstukken op 24 november 2023 heeft ingediend;

Beslist,

dat overwegende dat het 'Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw', gelegen in de Gemeentestraat 25 te 1210 Sint-Joost-ten-Node voldoet aan de condities om te kunnen genieten van een culturele toelage:

1. om een subsidie van 6.500 € toe te kennen aan 'Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw' en om de toelage te verrekenen op haar bankrekeningnummer BE75 7340 1652 3351 met referte "Toelage 2023";
2. om de uitgave in te schrijven via het begrotingsartikel 7622/332/02 van de gewone begroting, dienstjaar 2023.

20.12.2023/A/0027 **Subsides aux associations de commerçants pour l'année 2023; répartition.**

Le Conseil communal,

Vu l'approbation du budget communal par le Conseil communal en date du 27 septembre 2023;

Vu que le budget communal de l'exercice 2023 est rendu exécutoire le 6 novembre 2023;

Vu l'approbation des subsides communaux par le Conseil communal le 20 décembre 2023 et plus particulièrement le montant de 3.750,00 euros alloué aux associations de

commerçants;

Vu l'appel public à candidature lancé sur le site communal en date du 30 novembre 2023;

Vu que les trois associations actives et connues sont:

- l'Association Royale des Commerçants de la chaussée de Louvain et environs - Centre commercial "Le Berceau de Saint-Josse" (Président : Monsieur Ozcan Gunduz - 137 chaussée de Louvain, 1210 Bruxelles);
- l'association "Pacific Saint-Josse" (Président : Monsieur Prem Kapoor - 20 rue Willems, 1210 Bruxelles);
- l'association "Brabant-Liedts-Gallait" (Président : Monsieur Mohamed El Hajaiji - 107/18 rue de Brabant, 1030 Bruxelles);

Vu l'absence de réponse de la part de l'association "Brabant-Liedts-Gallait";

Vu qu'il est de l'intérêt de la commune de soutenir ses commerces, via les associations de commerçants représentatives et actives, afin d'assurer une présence pérenne du commerce sur le territoire communal;

Décide :

d'octroyer, en l'absence de réponse de la part de l'association "Brabant-Liedts-Gallait", les subsides 2023 dont le montant s'élève à 3.750,00 euros de la manière suivante:

- 1.875,00 euros pour l'Association Royale des Commerçants de la chaussée de Louvain et environs - Centre commercial "Le Berceau de Saint-Josse" (Président : Monsieur Ozcan Gunduz - 135 chaussée de Louvain, 1210 Bruxelles);
- 1.875,00 euros pour l'association "Pacific Saint-Josse" (Président : Monsieur Prem Kapoor - 20 rue Willems, 1210 Bruxelles).

Article 5200/332.02 du budget 2023.

Subsidies aan de handelsverenigingen voor het jaar 2023; verdeling.

De Gemeenteraad,

Gelet op de goedkeuring van de gemeentelijke begroting door de Gemeenteraad op 27 september 2023;

Gelet op de gemeentelijke begroting van het jaar 2023 die in voege trad op 6 november 2023;

Gelet op de goedkeuring van de gemeentelijke subsidies door de Gemeenteraad op 20 december 2023 en meer bepaald het bedrag van 3.750,00 euro toegekend aan de handelsverenigingen;

Gelet op de openbare oproep op de gemeentelijke website op datum van 30 november 2023;

Gezien de drie verenigingen actief en bekend zijn:

- "l'Association Royale des Commerçants de la chaussée de Louvain et environs - Centre commercial Le Berceau de Saint-Josse" (Voorzitter : Mijnheer Ozcan Gunduz - 137 Leuvensesteenweg, 1210 Brussel);
- de vereniging "Pacific Saint-Josse" Voorzitter : Mijnheer Prem Kapoor - 20 Willemsstraat, 1210 Brussel);
- de vereniging "Brabant-Liedts-Gallait" (Voorzitter : Mijnheer Mohamed El Hajaiji - 107/18 Brabantstraat, 1030 Brussel);

Gezien het gebrek van een antwoord van de vereniging "Brabant-Liedts-Gallait" van het indienen van een project ;

Gelet dat het in het belang van de gemeente is om de handelaars te ondersteunen, via de handelaarsverenigingen van representatieve en actieve handelaars, om een duurzame aanwezigheid van handel op het gemeentelijk grondgebied te verzekeren;

Beslist :

-Bij gebrek aan een antwoord van de vereniging "Brabant-Liedts-Gallait", worden de toe te kennen subsidies voor 2023, het bedrag van 3.750,00 euros als volgt verdeeld:
- 1.875,00 euro voor de vereniging "l'Association Royale des Commerçants de la chaussée de Louvain et environs - Centre commercial le Berceau de Saint-Josse" (Voorzitter : Mijnheer Ozcan Gunduz - Leuvensesteenweg, 135, 1210 Brussel)
- 1.875,00 euro voor de vereniging "Pacific Saint-Josse" (Voorzitter : Mijnheer Prem Kapoor - Willemsstraat 20, 1210 Brussel).
Artikel 5200/332-02 van de begroting 2023.

20.12.2023/A/0028

Bains de Saint Josse asbl. ; autorisation d'ester en justice en vue d'obtenir la dissolution judiciaire.

Le Conseil,

Vu les articles 117, 123,8° et 270 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant l'ASBL « Bains de Saint-Josse » ; que le siège social de cette dernière est sis en l'Hôtel communal à avenue de l'Astronomie, 13 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode et que son siège d'exploitation est sis rue Saint-François, 23-27 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, dans lequel sont exercés des activités d'utilité publique ;

Considérant que dans les faits, bien que l'ASBL précitée continue d'exister juridiquement, son conseil d'administration et son assemblée générale ne se réunissent plus et que les comptes ne sont plus déposés ;

Considérant que cela pourrait, de fait, perturber ou suspendre les activités des services communaux sis à l'adresse précitée ;

Considérant en effet que l'activité unique et principale de l'ASBL concernée est liée à la gestion des Bains de Saint-Josse ; que cette activité a toutefois été reprise par la Commune avec pour conséquence que l'ASBL dont question n'exerce, dans les faits, plus aucune activité ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Commune que la situation administrative de cette ASBL soit régularisée dans les plus brefs délais afin d'éviter de paralyser les activités des services communaux sis dans le bâtiment concerné ;

Vu la décision du 7 septembre 2021 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins désigne le cabinet NOVALIS AVOCATS, représenté par Maître Yannick ALSTEENS, dont les bureaux sont établis rue du Panier Vert, 70 à 1400 Nivelles, en vue de répondre aux questions techniques et juridiques qui se posent et d'informer au mieux la Commune quant à la meilleure manière de mettre fin à cette asbl ;

Considérant que dans le souci de régulariser sa situation tant administrative que comptable, une dissolution volontaire de l'asbl a été envisagée, mais elle n'a pu porter ses fruits en raison d'une absence de quorums ;

Considérant qu'il convient dès lors pour la Commune d'entamer une action judiciaire visant à obtenir un jugement ordonnant sa liquidation;

Décide :

- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice contre l'ASBL Les Bains de Saint-Josse en vue d'obtenir sa dissolution judiciaire ;
- De mandater le cabinet NOVALIS AVOCATS, représenté par Maître Yannick ALSTEENS, dont les bureaux sont établis rue du Panier Vert, 70 à 1400 Nivelles, en vue de citer devant le tribunal de l'entreprise l'ASBL Les Bains de Saint-Josse dans le but d'obtenir la dissolution de l'asbl précitée.

Baden van Sint-Joost vzw ; machtiging om in rechte op te treden voor het verkrijgen van een gerechtelijke ontbinding.

De Raad,

Gelet op artikelen 117, 123,8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende de VZW "Baden van Sint-Joost"; dat haar zetel gevestigd is in het

Gemeentehuis te Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node en dat haar exploitatiezetel gelegen is Sint-Franciscusstraat 23-27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, waar activiteiten van openbaar nut worden uitgeoefend ;
Overwegende dat, hoewel de bovengenoemde VZW juridisch blijft bestaan, haar raad van bestuur en algemene vergadering reeds verscheidene jaren niet bijeengekomen is en haar rekeningen niet meer werden neergelegd ;
Overwegende dat dit in feite de activiteiten van de gemeentelijke diensten op voornoemd adres zou kunnen verstoren of opschorten ;
Overwegende dat de enige en voornaamste activiteit van de betreffende VZW verband houdt met het beheer van de Baden van Sint-Joost; dat deze activiteit evenwel door de gemeente werd overgenomen, met als gevolg dat de betreffende VZW geen enkele activiteit meer uitoefent ;
Overwegende dat het in het belang van de Gemeente is dat de administratieve situatie van deze VZW wordt geregulariseerd, teneinde te voorkomen dat de activiteiten van de gemeentelijke diensten in het betreffende gebouw worden stilgelegd ;
Gelet op de beslissing van 7 september 2021 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen het kantoor NOVALIS AVOCATS, vertegenwoordigd door Meester Yannick ALSTEENS, waarvan de kantoren gevestigd zijn te Rue du Panier Vert, 70, 1400 Nijvel, aanduidt om de technische en juridische vragen die zich voordoen te beantwoorden en de Gemeente zo goed mogelijk te informeren over de beste manier om een einde te stellen aan deze vzw ;
Overwegende dat met het oog op de regularisatie van de administratieve en boekhoudkundige situatie van de vereniging een vrijwillige ontbinding van de vzw werd overwogen, die echter niet kon worden gerealiseerd bij gebrek aan quorum ;
Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is dat de Gemeente een gerechtelijke procedure opstart om een vonnis tot vereffening te bekomen ;

Beslist :

- Om het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om in rechte op te treden tegen de VZW De Baden van Sint-Joost met het oog op de gerechtelijke ontbinding ervan ;
- Om het kabinet NOVALIS AVOCATS, vertegenwoordigd door Meester Yannick ALSTEENS, waarvan de kantoren gevestigd zijn rue du Panier Vert 70 te 1400 Nijvel, opdracht te geven om vzw De Baden van Sint-Joost te dagvaarden voor de ondernemingsrechtbank teneinde de ontbinding te bekomen van voornoemde vzw.

20.12.2023/A/0029 **Maison de la Famille asbl ; Garantie de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ; Caution solidaire exceptionnelle et temporaire pour 6 mois – décembre 2023 au 31 mai 2024.**

Mesdames, Messieurs,

Afin de poursuivre le redressement de la gestion financière de la Maison de la Famille asbl, notamment le solde intégral de sa dette envers l'ONSS, celle-ci a demandé à BELFIUS BANQUE s.a. une ligne de crédit Straight Laon exceptionnelle de **575.000,- €** pour une durée de six mois, de décembre 2023 au 31 mai 2024.

La Maison de la Famille asbl a obtenu l'accord de principe de BELFIUS BANQUE s.a. ;

Toutefois, pour obtenir et ouvrir cette ligne de crédit exceptionnelle, BELFIUS BANQUE s.a. demande une garantie communale.

La ligne de crédit sera totalement remboursée avec la **vente de biens immobiliers** de l'asbl la Maison de la Famille à la commune de Saint-Josse-ten-Noode. Les procédures sont en cours au niveau communal concernant cet achat pour un montant total de 600.000,- €. Voyez en annexes de ce dossier les décisions définitives d'acquisition que le Conseil communal a prises en ce sens en date du 25 janvier 2023 (Acquisition rue de la Poste, 69-

69A et 71) et du 14 juin 2023 (Acquisition rue de l'Ascension 49 et 51), lesquelles ventes seront finalisées au plus tard le 31 mai 2024.

En conséquence de quoi, nous vous proposons d'approuver la délibération suivante :

Attendu que

la **MAISON DE LA FAMILLE A.S.B.L.**,

TVA BE 0472.850.056, dont le siège social est sis à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, rue Liedekerke, 112.

Ci-après dénommée « l'emprunteur »,

a décidé de contracter auprès de Belfius Banque s.a.RPM Bruxelles, TVA BE 0403.201.185, dont le siège social est sis à 1210 Bruxelles, Place Charles Rogier, 11, ci-après dénommée « Belfius Banque »,

un crédit à concurrence de 575.000,- EUR (cinq cent septante-cinq mille euros) pour six mois, de décembre 2023 au 31 mai 2024 ;

Attendu que cette ouverture de crédit de 575.000,- EUR (cinq cent septante-cinq mille euros) doit être garantie par la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Attendu que la Maison de la Famille asbl a pour mission de promouvoir le bien-être social des habitants de Saint-Josse et des communes voisines et, à ce titre, propose différents services ;

Le Conseil communal,

Déclare se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires, inclus), commission de réservation, frais et accessoires ;

S'ENGAGE, jusqu'à l'échéance finale de toute dette auprès de Belfius Banque, à soutenir l'emprunteur afin qu'il puisse respecter ses engagements financiers vis-à-vis de Belfius Banque et autres tiers ;

Autorise Belfius Banque à porter au débit du compte de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur dans le cadre de ce crédit et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. La commune qui se porte caution en sera avertie par l'envoi d'une copie de la correspondance adressée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais ;

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ce crédit et de ses propres emprunts auprès de Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre fonds qui viendrait s'y ajouter ou le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'État et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'État) soit en vertu d'une convention et ce, nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes ;

Autorise Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

La présente autorisation donnée par la commune vaut délégation irrévocable en faveur de Belfius Banque ;

La commune de Saint-Josse-ten-Noode ne peut pas se prévaloir de dispositions de conventions qu'elle aurait conclues avec l'emprunteur, ni d'une disposition quelconque pour ne pas exécuter ses obligations découlant du

présent cautionnement. La commune renonce au bénéfice de discussion, à toute subrogation dans les droits de Belfius Banque et à tout recours contre l'emprunteur, contre tout codébiteur ou autre caution, tant que Belfius Banque n'aura pas été intégralement remboursée en capital, intérêts, frais et autres accessoires. La commune de Saint-Josse-ten-Noode autorise Belfius Banque à accorder à l'emprunteur des délais, avantages et transactions que Belfius Banque jugerait utiles. La commune déclare explicitement que la garantie reste valable, à concurrence des montants susmentionnés, nonobstant les modifications que Belfius Banque et/ou l'emprunteur apporteraient aux montants et/ou modalités du crédit accordé à l'emprunteur. Belfius Banque est explicitement dispensée de l'obligation de notifier à la commune les modifications susmentionnées. De surcroît, il est convenu que la commune renonce également au bénéfice de l'article 2037 du Code Civil Belge, selon lequel la caution est déchargée lorsque, par la faute du créancier, la subrogation en faveur de la caution ne peut plus avoir lieu.

Attendu que l'emprunteur s'étant engagé à rembourser immédiatement à Belfius Banque le solde de sa dette en capital, intérêts, commission de réservation et autres frais, e.a. en cas de liquidation, le Conseil communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Belfius Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des sommes dues qui seraient portées en compte à la commune de Saint-Josse-ten-Noode, celle-ci s'engage à faire parvenir auprès de Belfius Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette échue.

En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, et ce conformément à l'article 6 combiné à l'article 9 § 3 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et calculés conformément à l'article 69 de cet Arrêté Royal ;

La présente délibération est soumise à l'autorité de tutelle comme prévu dans les décrets et arrêtés applicables.

Décide :

- de se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour six mois (décembre 2023 au 31 mai 2024) pour le remboursement de tous les montants - notamment les 575.000,- € visés par la présente demande de ligne de crédit - qui seraient dus par l'emprunteur, à savoir, la MAISON DE LA FAMILLE asbl, en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires, inclus), commission de réservation, frais et accessoires.

20.12.2023/A/0030 **Patrimoine locatif; rue du Moulin 85-89 e/c; convention de location de parkings.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant la pression automobile croissante et le manque d'emplacement de parkings en voirie ;

Considérant que le constat oblige à trouver des solutions alternatives ;

Considérant le parking sis rue du Moulin 85-89 e/c appartenant à la Clinique Saint-Jean ;

Considérant que ce parking possède 20 emplacements pouvant être loués aux riverains de la rue du Moulin, rue Potagère et rue de la Limite ;

Considérant la convention de location de parkings proposée par la Clinique Saint-Jean ;

Considérant que le loyer proposé est de quatorze mille six cent quatre-vingt-huit euros (14.688,00 €) par an, que la caution est de trois mille six cent septante deux euros (3.672,00 €) ;

Considérant que la parking pourrait rapporter, sans vide locatif, la somme de 16.320,00€ par an;

Décide :

- D'approuver la convention de location de parking ;
- De débiter la sous-location à partir du 1er janvier 2024;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestres et Échevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à signer tous les documents s'y rapportant dont la présente convention et ce, sous condition résolutoire de la suspension ou de l'annulation de la présente décision par l'autorité de tutelle ;
- D'imputer les dépenses locatives 14.688,00 pour 2024 (loyer, charges, autres frais éventuels) à l'article 4240/126-01 du budget ordinaire et la caution en comptabilité générale ;
- De notifier la présente décision aux services de la tutelle.

Verhuur Patrimonium; Molenstraat 85-89 t/g.; huurovereenkomst voor parkings.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende de toenemende druk van het autoverkeer en het gebrek aan parkeerplaatsen op de weg ;

Overwegende dat deze vaststelling noopt tot het vinden van alternatieve oplossingen ;

Gezien de parking gelegen Molenstraat 85-89 I/G behorende tot de Kliniek Sint-Jan;

Aangezien deze parking 20 plaatsen heeft die verhuurd kunnen worden aan de bewoners van de Molen-, Warmoes- en Grensstraat; Gezien de parkeerhuurovereenkomst voorgesteld door de Kliniek Sint-Jan;

Overwegende dat de voorgestelde huurprijs op jaarbasis veertienduizend zeshonderd achtentachtig euro (€ 14.688,00) per jaar , dat de waarborgsom drieduizend zeshonderdtweeënzeventig euro (€ 3.672,00) bedraagt;

Beslist :

- Om de huurovereenkomst voor parking goed te keuren ;
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om alle betreffende documenten waaronder deze overeenkomst te ondertekenen, en dit onder ontbindende voorwaarde van schorsing of nietigverklaring van deze beslissing door de toezichthoudende overheid ;
- Om de huuruitgaven (huurprijs, lasten, andere eventuele kosten) in te schrijven op artikel 4240/126-01 van de gewone begroting en de borg in de algemene boekhouding ;
- Om deze beslissing bekend te maken aan de toezichthoudende overheid

Conclusion d'une convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre du décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux – Année 2023

Le Conseil,

Vu le décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux, articles 1 à 3 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 décembre 2001 portant application de l'article 3 du décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux ;

Vu la circulaire n°2158 de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 22 janvier 2008 ayant pour objet les avantages sociaux année civile 2006, 2007, 2008 et suivantes ;

Vu la circulaire n°2159 de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 22 janvier 2008 ayant pour objet les avantages sociaux année civile 2006, 2007, 2008 et suivantes ;

Considérant que les écoles communales fondamentales francophones bénéficient d'un subside octroyé par l'O.N.E. (anciennement F.E.S.C.) à l'asbl A.I.S.S.J. pour les traitements des surveillants de garderie ;

Considérant que les écoles des différents réseaux d'enseignement présents sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode peuvent prétendre au même bénéfice sur base du décret précité pour autant qu'elles en fassent la demande ;

Considérant que les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel présents sur ledit territoire en ont expressément fait la demande ;

Vu la nécessité de conclure une convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles du réseau d'enseignement libre confessionnel présentes sur ledit territoire en vue de répondre à cette demande ;

Décide :

- de la conclusion d'une telle convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et les Pouvoirs organisateurs des écoles fondamentales libres confessionnelles de Saint-Josse-ten-Noode, à savoir, Institut La Sagesse-Philomène, l'Institut des Dames de Marie et l'Institut Saint-Louis ;

- de l'octroi d'un avantage social, pour l'année 2023 (du 1^{er} janvier au 30 juin 2023 et du 1^{er} septembre au 31 décembre 2023), aux écoles fondamentales libres confessionnelles pour la rémunération des surveillants de garderie recrutés par les Pouvoirs organisateurs des dites écoles, de la manière suivante :

- **Institut La Sagesse-Philomène**, rue Potagère 74 à 1210 Bruxelles, compte de l'asbl Institut de la Sagesse : BE13 7320 0814 6839.

Avance sur la rémunération de 2 surveillant(e)s de garderie 25 heures par semaine : **36.986 €**

- **Institut des Dames de Marie**, chaussée de Haecht 68, compte de l'Institut des Dames de Marie : BE86 1915 3109 3150.

Avance sur la rémunération de 2 surveillant(e)s de garderie 25 heures par semaine: **22.050 €**

- **Institut Saint-Louis**, rue de Verviers 18, compte de la section primaire Saint-Louis : BE 068-2142494-82

Avance sur la rémunération de 3 surveillant(e)s de garderie mi-temps : **15.964 €**

Montant total : 75.000 €

Article budgétaire 7020/443/01 de l'exercice 2023.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 septembre 2023, adoptant l'approbation du budget ordinaire de l'exercice 2023;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 décembre 2023, adoptant dans la liste des subsides communaux de l'exercice 2023 et répertoriant à l'article 8421/332-02 le libellé Impulsion pour un crédit de € 59.700 ;

Vu la demande de subsides faite par les asbl, reprises ci-dessous, relative aux frais de leurs projets respectifs dans le cadre du subside Impulsion volet local 2023, à savoir :

- CALAME : 15.000€ pour le projet "Calame en force pour l'accrochage scolaire";
- CFEP : 4.400€ pour le projet "Bibliotech EPN Saint-Josse : de l'intégration sociale à l'inclusion numérique individuelle et collectives";
- LA BARRICADE : 9.000€ pour le projet "Compétences numériques au service de l'autonomie de la personne";
- LA RUEELLE : 6.300€ pour le projet "Art scénique//paroles en scène";
- MRAX : 13.800€ pour le projet "LES CLICHES INVERSEES, ou la déconstruction des stéréotypes et des préjugés racistes";
- SIMA : 8.000€ pour le projet "Ateliers créatifs, animations sportives, visites socio-éducatives et culturelles pour les enfants de 6 à 12 ans au sein des logements sociaux".

Vu la Décision du Collège communal du 20.12.22 de sélectionner les 6 projets associatifs précités, dans le cadre prévu ;

Vu l'Arrêté 2023/223 du Collège de la COCOF octroyant subventions aux projets présentés par les communes, notifiant un budget de 56.500 € pour la Commune de Saint-Josse;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983 ;

Considérant qu'étant donné le contexte relatif au subside Impulsion nous liant à la Cocof et pour des raisons de bonne organisation et de respect des délais impartis dans ce cadre, par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, les subsides concernés seront liquidés en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu des subsides concernés ;
- le solde de 20% sera liquidé après réception, le 31/01/24, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

Décide,

d'octroyer un subside global de € 56.500 aux asbl reprises ci-dessous, sous la référence "subvention Impulsion 2023" sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983, réparti comme suit :

- CALAME : 15.000€ pour le projet "Calame en force pour l'accrochage scolaire";
- CFEP : 4.400€ pour le projet "Bibliotech EPN Saint-Josse : de l'intégration sociale à l'inclusion numérique individuelle et collectives";
- LA BARRICADE : 9.000€ pour le projet "Compétences numériques au

service de l'autonomie de la personne";

- LA RUEELLE : 6.300€ pour le projet "Art scénique//paroles en scène";
- MRAX : 13.800€ pour le projet "LES CLICHES INVERSEES, ou la déconstruction des stéréotypes et des préjugés racistes";
- SIMA : 8.000€ pour le projet "Ateliers créatifs, animations sportives, visites socio-éducatives et culturelles pour les enfants de 6 à 12 ans au sein des logements sociaux".

d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal du 18 juin 2008, la liquidation du subside, en 2 fois, comme suit :

- 80% du montant prévu en une fois ;
- le solde de 20% sera liquidé après réception, le 31/01/24, des pièces justificatives des 100% de la subvention et dès leur contrôle et approbation par la Cocof.

d'imputer la dépense à l'article 8421/332-02 du budget ordinaire 2023.

20.12.2023/A/0033 **Notre Quartier asbl; subside 2023; octroi.**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général; Vu la délibération du Conseil communal du 27 septembre 2023 adoptant le budget ordinaire de l'exercice 2023;

Vu l'approbation du budget communal de l'exercice 2023 par l'Autorité de Tutelle en date du 6 novembre 2023;

Vu la désignation des bénéficiaires des subsides communaux pour l'année 2023 et la fixation des montants par le Conseil communal en date du 20 décembre 2023;

Vu qu'une demande de subside a été faite par l'asbl Notre Quartier;

Considérant que le montant inscrit au budget communal ordinaire à titre de subside pour l'asbl Notre Quartier, pour l'exercice 2023, sous l'article 8401/332-02, s'élève à 16.800 €;

Attendu que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983;

Considérant que par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 juin 2008, le subside concerné de 16.800 € sera liquidé en deux fois, comme suit :

- 80 % du montant prévu, soit 13.440 €, du subside concerné;

- le solde de 20 %, soit 3.360 €, sera liquidé après réception, au plus tard le 31 mai 2024, des pièces justificatives des 100 % de la subvention;

Décide :

d'octroyer un subside de € 16.800 € au nom de Notre Quartier, rue Verte, 37 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE13 5230 8136 9739 sous la référence "subvention 2023", sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983; d'autoriser par dérogation au Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 juin 2008, la liquidation du subside en deux fois, comme suit :

- 80 % du montant prévu, soit 13.440 €, du subside concerné;
 - le solde de 20 %, soit 3.360 €, sera liquidé après réception, au plus tard le 31 mai 2024, des pièces justificatives des 100 % de la subvention;
- d'imputer la dépense à l'article 8401/332-02 du budget ordinaire 2023.

Vzw "Notre Quartier"; subside 2023; toekenning.

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies aan verenigingen ter bevordering van activiteiten van algemeen nut;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 september 2023, houdende goedkeuring van de gewone begroting voor het dienstjaar 2023;

Gelet op de goedkeuring van de gewone gemeentelijke begroting voor het begrotingsjaar 2023 door de Toezichthoudende overheid op 6 november 2023;

Gelet op de aanduiding van de begunstigen van gemeentelijke subsidies voor het jaar 2023 en de vaststelling van de bedragen door de Gemeenteraad op 20 december 2023;

Overwegende dat het bedrag opgenomen in de gemeentelijke begroting als subsidie aan de vzw Notre Quartier voor het jaar 2023, onder artikel 8401/332-02, 16.800 € bedraagt;

Overwegende dat de subsidie uitsluitend bestemd is voor de doelstellingen van bovengenoemde vereniging overeenkomstig artikel 3 en 4 van de wet van 14 november 1983;

Overwegende dat, in afwijking van het Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning en de controle op het gebruik van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 juni 2008, de betreffende subsidie van 16.800 € in twee maal zal worden uitbetaald, en wel als volgt :

80% van het voorziene bedrag, hetzij 13.440 €, van de betreffende subsidie;

het saldo van 20%, hetzij 3.360 €, zal worden betaald na ontvangst, uiterlijk op 31 mei 2024, van de bewijsstukken voor 100% van de subsidie;

Beslist :

om een subsidie van 16.800 € toe te kennen op naam van de vzw Notre Quartier, Groenstraat 37 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, op rekeningnummer BE13 5230 8136 9739 met referentie "subsidie Notre Quartier 2022" onder voorbehoud van teruggave van het niet-verantwoorde deel van de subsidie, overeenkomstig artikel 7, lid 1 en 2 van de wet van 14 november 1983; om in afwijking van het Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning en de controle op het gebruik van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad van 18 juni 2008, de betaling van de subsidie in 2 maal toe te staan, en wel als volgt :

80% van het voorziene bedrag, hetzij 13.440 €, van de betreffende subsidie ;

het saldo van 20%, hetzij 3.360 €, wordt betaald na ontvangst van de bewijsstukken voor 100% van de subsidie;

om de uitgaven te boeken op artikel 8401/332-02 van de gewone begroting 2023.

20.12.2023/A/0034 **Subside à 3 asbl dans le cadre des projets vivre-ensemble; octroi.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions; Vu la délibération du Conseil communal du 27.09.23, adoptant le budget ordinaire de l'exercice 2023 et la répartition des subsides votée par le Conseil communal du 20.12.23 qui a inscrit un crédit de € 3.650,00 au service ordinaire du budget 2023 (article 8400/332-02 dont le libellé est "Actions Sociales et Citoyennes, Subside aux organismes au service des Ménages") en vue d'octroyer un subside aux associations;

Vu qu'une demande de subsides a été faite par les asbl Lhiving, Annahl et Gaming Corporation Belgium pour les frais relatifs à leurs projets respectifs;

Attendu que les subsides sont destinés exclusivement aux objectifs poursuivis par lesdites associations conformément à l'article 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983.

Décide :

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à octroyer un subside de :

- € 625 à LHIVING asbl, rue du Pôle, 2 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE29 0013 0051 4564 sous la référence "projet sortie culturelle";

- € 650 à ANNAHL asbl, rue de la Poste, 29 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE18 7805 9113 2965 sous la référence "projet sorties au parc";

- € 2.375 à GAMING CORPORATION BELGIUM, rue Saint-François, 21 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, sur le numéro de compte BE86 7350 5563 5750 sous la référence "projet accrochage scolaire/gaming";

sous réserve de la restitution de la partie de subvention non-justifiée, conformément à l'article 7, alinéa 1 et 2 de la loi du 14 novembre 1983; sous réserve du texte législatif repris dans la circulaire régionale du 31 juillet 2006, relative à l'élaboration des budgets communaux 2007 et des plans pluriannuels de gestion, selon laquelle "Les Communes veilleront à appliquer les dispositions reprises par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions. Par ailleurs, elles ajusteront le subside en fonction du compte de résultats de l'association afin que celle-ci ne dégage pas de bénéfice grâce à la contribution communale";
d'imputer la dépense à l'article 8400/332-02 du budget ordinaire 2023.

**Subsidie aan 3 vzw's in het kader van projecten voor het samenleven ;
toekenning.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen; Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27.09.23, tot goedkeuring van de gewone begroting van dienstjaar 2023 en de verdeling van de subsidies gestemd door de Gemeenteraad van 20.12.23 die een krediet van € 3.650,00 heeft ingeschreven op de gewone dienst van de begroting 2023 (artikel 8400/332-02 met de omschrijving "Sociale- en burgeracties, Subsidie aan instellingen ten dienste van de gezinnen") teneinde een subsidie toe te kennen aan de verenigingen;

Gelet op het feit dat een subsidieaanvraag werd gedaan door vzw's Lhiving, Annahl

en Gaming Corporation Belgium als steun in de kosten voor hun respectievelijke projecten;

Overwegende dat de subsidie uitsluitend is bestemd voor de doelstellingen beoogd door de betreffende vereniging overeenkomstig artikel 3 en 4 van de wet van 14 november 1983.

Beslist :

toelating aan het College van Burgemeester en Schepenen te geven om het subsidiebedrag van :

- € 625 toe te kennen aan LHIVING vzw, Poolstraat, 2 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, op het rekeningnummer BE29 0013 0051 4564 onder de referentie "project culturele uitstap";

- € 650 toe te kennen aan ANNAHL vzw, Poststraat, 29 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, op het rekeningnummer BE18 7805 9113 2965 onder de referentie "project uitstappen naar het park";

- € 2.375 toe te kennen aan GAMING CORPORATION BELGIUM vzw, Sint-Fransiscusstraat, 21 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, op het rekeningnummer BE86 7350 5563 5750 onder de referentie "project schoolverzuim/gaming";

onder voorbehoud van terugbetaling van het niet-gerechtvaardigde gedeelte van de toelage, overeenkomstig artikel 7, lid 1 en 2 van de wet van 14 november 1983; onder voorbehoud van de wettekst opgenomen in de gewestelijke omzendbrief van 31 juli 2006, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen 2007 en de meerjarenbeheerplannen, volgens dewelke "De Gemeenten moeten ervoor zorgen dat ze de bepalingen toepassen die zijn vervat in de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen. Zij dienen overigens de subsidie aan te passen volgens de resultaten van de vereniging, om te vermijden dat deze winst zou boeken dankzij de gemeentelijke toelage";

om de uitgave te boeken op artikel 8400/332-02 van de gewone begroting 2023.

20.12.2023/A/0035

Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

20.12.2023/A/0036 **Motion déposée par le Groupe Liste du Bourgmestre relative au maintien de deux collectes des immondices par semaine.- report du 15/11/2023**

Le Conseil communal,

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 1990 portant sur la création de l'Agence Régionale pour la Propreté;

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets;

Vu le Règlement du 19 décembre 2008 relatif à l'enlèvement par collecte des immondices;

Vu l'obligation du sac-poubelle bleu élargi à partir du 15 mai 2023;

Vu l'obligation du sac-poubelle orange pour les déchets organiques à partir du 15 mai 2023;

Vu la décision de la Région bruxelloise d'introduire une réforme des collectes à partir du 15 mai 2023;

Considérant que la réforme sera progressivement élargie après cette première phase et sera d'application dans les 19 communes bruxelloises à terme;

Considérant l'ambition « Zéro déchet » de la Commune de Saint-Josse à travers son plan propreté quinquennal 2020-2025 ;

Considérant que les communes ont dans leurs compétences d'assurer et de rétablir la propreté publique;

Considérant que la prolifération des déchets en rue est une conséquence logique de la répartition de la collecte des déchets en 3 zones dans la commune qui ont chacune leur propre régime de sorties de sacs;

Considérant l'évaluation de terrain des équipes communales de la Propreté publique pointant plusieurs lacunes dans le dispositif mis en place par la Région avec pour conséquence une plus grande malpropreté dans l'espace public ;

Considérant que Saint-Josse souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur son territoire ;

Considérant qu'il y a lieu de limiter la présence de poubelles éventrées par les animaux (rats, pies, renards,...);

Article 1

De demander au Collège,

- De continuer à rendre l'espace public propre et agréable en renforçant son plan propreté "Saint-Josse Net 7/7"
- Mener une campagne d'information, de prévention et de sensibilisation via tous les canaux de communication de la Commune;

Article 2

De demander au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

- De maintenir deux collectes hebdomadaires des sacs poubelles dans toute la commune ;
- De regrouper la collecte des différents sacs le même jour afin de limiter la présence des sacs en rue;
- D'augmenter le niveau de sensibilisation et d'information dans les quartiers où la prise en compte de la réforme n'est pas suffisamment intégrée par les habitants ;
- De maintenir les séances de rattrapage de collecte tant que la population n'est pas encore suffisamment conscientisée aux changements induits par la réforme

- D'élargir les heures où on peut sortir ses poubelles, qui sont limité dans plusieurs quartiers à 2h en fin d'après-midi.
- D'améliorer le fonctionnement de l'Agence Régionale pour la Propreté afin de garantir des collectes à temps, le nettoyage des voiries régionales et supra-communales ainsi que l'évacuation des dépôts sauvages;
- D'assurer la collecte de l'ensemble des déchets présents sur leurs tournées, y compris les petits encombrants;
- De développer un plan ambitieux et accélérer l'aménagement de conteneurs (enterrés/enfouis) à déchets (verre, tout venant, PMD), cartons, organiques);

Le Conseil communal demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de transmettre cette motion au Parlement Régional Bruxellois et au Ministre Président Bruxellois.

Motie ingediend door de Fractie Lijst van de Burgemeester betreffende het handhaven van twee afvalinzamelingen per week.- uitstel van 15/11/2023

De Gemeenteraad,

Gelet op de Ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Gelet op de Verordening van 19 december 2008 betreffende de verwijdering van afval door middel van ophalingen;

Gelet op de uitgebreide verplichting van de blauwe vuilniszak vanaf 15 mei 2023;

Gelet op de verplichting van de oranje vuilniszak voor organisch afval vanaf 15 mei 2023;

Gelet op het besluit van het Brussels Gewest om een hervorming van de ophalingen in te voeren vanaf 15 mei 2023;

Overwegende dat de hervorming geleidelijk zal worden uitgebreid na deze eerste fase en op termijn van toepassing zal zijn in de 19 Brusselse gemeenten;

Overwegende de « Zero afval » ambitie van de Gemeente Sint-Joost met haar vijfjarenplan voor netheid 2020-2025;

Overwegende dat de gemeenten verantwoordelijk zijn voor het waarborgen en herstellen van de openbare netheid;

Overwegende dat de toename van zwerfvuil op straat een logisch gevolg is van de verdeling van de afvalinzameling in 3 zones in de gemeente, die elk hun eigen regeling voor het buitenzetten van zakken hebben;

Overwegende de evaluatie op het terrein door de gemeentelijke ploegen van Openbare netheid, waaruit blijkt dat het systeem ingevoerd door het Gewest verschillende tekortkomingen vertoont, waardoor de vervuiling in de openbare ruimte toeneemt;

Overwegende dat Sint-Joost initiatieven wenst aan te moedigen die bijdragen tot de verbetering van de levenskwaliteit van de aanwezige personen op haar grondgebied;

Overwegende dat de aanwezigheid van door dieren (ratten, eksters, vossen, ...) opengescheurde vuilnisbakken moet worden beperkt;

Artikel 1

Het College vragen om,

- Verder te gaan met het schoon en aangenaam maken van de openbare ruimte door zijn netheidsplan "Sint-Joost Net 7/7" te versterken;
- Een informatie-, preventie- en sensibiliseringscampagne te voeren via alle communicatiekanalen van de Gemeente;
-

Artikel 2

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering vragen om

- Twee ophalingen per week van de vuilniszakken te handhaven in de hele gemeente;
- De ophaling van verschillende vuilniszakken op dezelfde dag te groeperen om de aanwezigheid van zakken op straat te beperken;
- De sensibilisering en informatie te verbeteren in de wijken waar de hervorming nog niet voldoende is ingeburgerd bij de inwoners;
- De extra ophalingen te handhaven totdat de bevolking voldoende op de hoogte is van de veranderingen die de hervorming met zich meebrengt;
- De uren uit te breiden waarop vuilnisbakken buitengezet kunnen worden, die momenteel in verschillende wijken beperkt zijn tot 2u in de late namiddag;
- De werking van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid te verbeteren om te garanderen dat het afval op tijd wordt opgehaald, dat de gewestelijke en supragemeentelijke wegen worden gereinigd en dat sluikstortingen worden verwijderd;
- De ophaling van al het afval op hun rondes te verzekeren, met inbegrip van klein grofvuil;
- Een ambitieus plan te ontwikkelen en de installatie van containers (ondergronds/ingegraven) voor afval (glas, alle afval, PMD), karton en organisch afval te versnellen;

De Gemeenteraad vraagt het College van Burgemeester en Schepenen om deze motie door te zenden naar het Brussels Gewestelijk Parlement en de Brusselse Minister-President.

20.12.2023/A/0037 **La féminisation de l'espace public ; interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal.**

20.12.2023/A/0038 **La stèle en hommage aux anciens combattants congolais des deux guerres mondiales ; interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal. (Complémentaire)**

20.12.2023/A/0039 **Situation des SDF durant ce grand froid et prévention contre les nuisances liées aux feux d'artifice ; interpellation introduite par M. Halit Akkas, Conseiller communal. (Complémentaire)**